AVIS DE L'ARES N° 2021-8 DU 12 MAI 2021

Projet de décret portant diverses dispositions en matière d'enseignement supérieur, d'enseignement de promotion sociale, de Recherche scientifique et d'hôpitaux universitaires

Considérant que l'Académie de recherche et d'enseignement supérieur (ARES) a été saisie le 23 avril 2021 par le Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles pour émettre un avis sur un projet de décret portant diverses dispositions en matière d'enseignement supérieur, d'enseignement de promotion sociale, de Recherche scientifique et d'hôpitaux universitaires ;

Considérant que la demande d'avis lui a été adressée sur base de l'article 21, alinéa 1^{er}, 1° du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études qui attribue à l'ARES la mission d'émettre à destination du Gouvernement un avis, sur demande de celui-ci, sur toute matière relative à l'une des missions des établissements d'enseignement supérieur ;

Considérant que la demande d'avis est adressée sous le bénéfice de l'urgence ;

Considérant que, sur base de l'article 21, alinéa 2, *in fine*, du décret du 7 novembre 2013 précité, qui prévoit que, pour des raisons d'urgence motivées, le Gouvernement peut solliciter un avis de l'ARES dans des délais plus courts ;

Considérant que l'urgence est justifiée par le fait que le projet de décret doit être d'application dès la prochaine rentrée académique 2021-2022 ;

Considérant qu'en raison de cette procédure d'urgence, qui aurait pu être évitée, le Conseil d'administration de l'ARES n'a matériellement pas le temps d'instruire un dossier de cette importance dans des conditions satisfaisantes et que, en conséquence, toutes les dispositions en projet ne peuvent être analysées comme il se devrait alors que des questions subsistent, dont certaines laissent présager des difficultés lors de la mise en œuvre du présent projet de décret ainsi que de potentielles insécurités juridiques ;

Considérant qu'en application de l'article 21, alinéa 2, *in fine*, du décret précité, c'est au Bureau exécutif de l'ARES d'assurer le suivi de cet avis en urgence ;

Considérant l'avis de l'ARES n°2020-11 donné sur demande du Gouvernement de la Communauté française, conformément à l'article 21 du décret du 7 novembre 2013 précité ;

Considérant les remarques et observations des Chambres thématiques ;

Le Bureau exécutif de l'ARES formule à l'endroit du projet de décret portant diverses dispositions en matière d'enseignement supérieur, d'enseignement de promotion sociale, de Recherche scientifique et d'hôpitaux universitaires, l'avis suivant :

AVIS

Moyennant la prise en compte des observations et des propositions qui suivent, l'ARES émet un avis **favorable**, sauf sur les dispositions relatives au FNRS (02.9) et au financement des universités (02.10), à l'endroit du projet de décret portant diverses dispositions en matière d'enseignement supérieur, d'enseignement de promotion sociale, de Recherche scientifique et d'hôpitaux universitaires.

TABLE DES MATIÈRES

TABLE DES MATIÈRES.....	2
01. REMARQUE LIMINAIRE	3
02. ANALYSE DU PROJET DE DÉCRET	4
02.1 / Dispositions modifiant le décret du 20 décembre 2001 – enseignement supérieur artistique	4
02. 1.1 / Article 1 ^{er} du projet de décret : article 5 du décret :	4
02. 1.2 / Article 2 du projet de décret : article 17 du décret :	5
02. 1.3 / Article 3 du projet de décret : article 57 du décret :	6
02. 1.4 / Article 4 du projet de décret : titre IV et article 60 <i>octies</i> nouveaux :	8
02. 1.5 / Article 5 du projet de décret : article 466 <i>ter</i> nouveau :	9
02. 1.6 / Article 6 du projet de décret : article 471 <i>ter</i> nouveau :	10
02.2 / Disposition modifiant le décret du 18 juillet 2008 – bacheliers sage-femme et infirmier responsable de soins généraux	11
02. 2.1 / Article 7 du projet de décret : article 20 du décret :	11
02.3 / Dispositions modifiant le décret du 7 novembre 2013 - Paysage.....	12
02. 3.1 / Article 8 du projet de décret : article 13 du décret :	12
02. 3.2 / Article 9 du projet de décret : article 15 du décret :	14
02. 3.3 / Article 10 du projet de décret : article 67 du décret :	15
02. 3.4 / Article 11 du projet de décret : article 69 du décret :	16
02. 3.5 / Article 12 du projet de décret : article 79 du décret :	17
02. 3.6 / Article 13 du projet de décret : article 101 du décret :	18
02. 3.7 / Article 14 du projet de décret : article 149 du décret :	19
02. 3.8 / Articles 15 à 21 du projet de décret : annexes II, III.1, III.2, III.4 et VI du décret	20
02.4 / Disposition modifiant le décret du 11 avril 2014 – financement	21
02. 4.1 / Article 22 du projet de décret : article 8/1 nouveau :	21
02.5 / Disposition modifiant le décret du 21 février 2019 – organisation des hautes écoles	25
02. 5.1 / Article 23 du projet de décret : article 8/1 nouveau :	25
02.6 / Disposition modifiant la loi du 21 juin 1985 concernant l'enseignement	26
02. 6.1 / Article 24 du projet de décret : article 58 du décret :	26
02.7 / Dispositions modifiant le décret du 16 avril 1991 - enseignement de promotion sociale	27
02. 7.1 / Article 25 du projet de décret : article 5 du décret :	27
02. 7.2 / Article 26 du projet de décret : article 27 du décret :	27
02. 7.3 / Article 27 du projet de décret : article 83 du décret :	28
02. 7.4 / Article 28 du projet de décret : article 90 du décret :	29
02. 7.5 / Article 29 du projet de décret : article 116 du décret :	30
02. 7.6 / Article 30 du projet de décret : article 123 <i>ter</i> du décret :	30
02. 7.7 / Article 31 du projet de décret : article 123 <i>quater</i> du décret :	31
02. 7.8 / Article 32 du projet de décret : article 136 du décret :	33
02. 7.9 / Article 33 du projet de décret : article 137 <i>sexies</i> du décret:	34

02. 7.10 /	Article 34 du projet de décret : article 138 du décret :	34
02.8 /	Dispositions modifiant le décret du 30 juin 2016 - inclusion en promotion sociale.....	35
02. 8.1 /	Article 35 du projet de décret : article 7 du décret :	35
02. 8.2 /	Articles 36 et 37 du projet de décret : articles 11 et 12 du décret :	36
02.9 /	Dispositions modifiant le décret du 17 juillet 2013 – Financement de la REcherche par le F.N.R.S.....	37
02. 9.1 /	Article 38 du projet de décret : article 6 du décret :	37
02. 9.2 /	Article 39 du projet de décret : article 13 du décret :	41
02. 9.3 /	Article 40 du projet de décret : article 14 du décret :	42
02. 9.4 /	Article 41 du projet de décret : article 17 du décret :	43
02. 9.5 /	Article 42 du projet de décret : article 18 du décret :	44
02.10 /	Dispositions modifiant le décret du 30 janvier 2014 – financement de la recherche dans les universités	45
02. 10.1 /	Article 43 du projet de décret : article 10 du décret :	45
02. 10.2 /	Article 44 du projet de décret : article 14 du décret :	46
02.11 /	Disposition modifiant le décret du 19 juillet 2017 – hopitaux universitaires.....	47
02. 11.1 /	Article 45 du projet de décret : article 18 du décret :	47
02.12 /	Disposition modifiant le décret du 5 juin 2008 – Conseil supérieur de l'Éducation aux Médias	48
02. 12.1 /	Article 46 du projet de décret : article 23 du décret :	48
02.13 /	Dispositions autonomes	49
02. 13.1 /	Article 47 du projet de décret : article 106 du décret Paysage :	49
02. 13.2 /	Article 48 du projet de décret : prolongation des stages et évaluations des étudiants	49
02.14 /	Entrées en vigueur	51
03.	MODIFICATIONS RESTANTES À APPORTER À LA LÉGISLATION EN VIGUEUR	52
03.1 /	Décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale	52
03.2 /	Décret du 19 mai 2004 instituant un Fonds d'aide à la mobilité étudiante au sein de l'espace européen de l'enseignement supérieur	52
03.3 /	Décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études	53
03. 3.1 /	Article 12 du décret : changement de dénomination.....	53
03. 3.2 /	Articles 15, 37 et 89 du décret [combinés] : Habilitation à organiser un master de spécialisation	54
03. 3.3 /	Article 27 du décret : dotation de l'ARES pour 2020	54
03. 3.4 /	Article 39, alinéa 3 du décret : suppléance des membres d'une Chambre thématique.....	56
03. 3.5 /	Article 42 du décret : durée des commissions créées par le CA et les Chambres de l'ARES	57
03. 3.6 /	Articles 73 et 112 du décret [combinés] : accès aux masters de spécialisation	57
03. 3.7 /	Article 77 du décret : note absorbante	58
03. 3.8 /	Article 79 du décret : épreuves de fin de quadrimestre.....	59
03. 3.9 /	Article 84 du décret : minimum de 60 crédits pour conférer un grade	60
03. 3.10 /	Article 96 du décret: notification par voie électronique et capacité d'accueil en Ecole supérieure des arts.....	60
03. 3.11 /	Article 102, § 1 ^{er} , al. 2 nouveau: carte d'étudiant	62
03. 3.12 /	Article 107, al. 6 et 7 du décret : jeunes talents	64
03. 3.13 /	Article 111, § 3 du décret : toilettage légistique.....	64

01. REMARQUE LIMINAIRE

L'ARES remarque que **le projet de décret ne comporte pas un certain nombre de modifications décrétales qu'il convient d'apporter** à l'arsenal décretaal actuellement en vigueur (voy. *infra*, point 03 « *Modifications restantes à apporter à la législation en vigueur* »).

02. ANALYSE DU PROJET DE DÉCRET

02.1 / DISPOSITIONS MODIFIANT LE DÉCRET DU 20 DÉCEMBRE 2001¹ – ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ARTISTIQUE

02.1.1 / ARTICLE 1^{ER} DU PROJET DE DÉCRET : ARTICLE 5 DU DÉCRET :

02.1.1.1 / Modifications :

- » L'article 5 du décret du 20 décembre 2001 est actuellement libellé comme suit :
« *Le projet pédagogique et artistique doit préciser l'ensemble des moyens mis en oeuvre et des choix opérés pour rencontrer les missions de l'enseignement supérieur artistique telles que définies à l'article 3 du décret.*
Il est élaboré par le Conseil de gestion pédagogique de l'École supérieure des Arts ».
- » Il est proposé d'insérer un alinéa nouveau entre les alinéas 2 et 3, un nouvel alinéa, libellé comme suit :
« *Les Pouvoirs organisateurs subventionnés participent à la négociation visée au Livre 1er, Titre 6, Chapitre 5 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire par l'intermédiaire des fédérations de Pouvoirs organisateurs auxquelles ils sont affiliés. Les écoles relevant de l'enseignement organisé par la Communauté française y sont représentées par le Pouvoir Organisateur Wallonie – Bruxelles – Enseignement, mis en place par le décret spécial du 7 février 2019* ».

02.1.1.2 / Objectifs :

- » Le commentaire des articles précise qu'« à la suite de l'abrogation totale de l'article 5 de la loi du 29 mai 1959² par l'article 3, 2°, du décret du 3 mai 2019 portant les livres 1er et 2 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, et mettant en place le tronc commun et en l'absence d'une référence à la négociation avec les fédérations de pouvoirs organisateurs prévue par l'article 1.6.5-6 dudit Code, **il n'existe à l'heure actuelle plus aucune obligation de concertation ou de négociation avec les pouvoirs organisateurs ou leurs fédérations pour ce qui concerne les Écoles supérieures d'Arts.** Cet article vise dès lors à rétablir une telle obligation, en faisant d'ailleurs correspondre le cadre décréteil à la pratique, à savoir la négociation avec les fédérations de pouvoirs organisateurs, telle qu'elle est organisée par le Livre 1er, titre 6, Chapitre 5, du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire ».
- » Le commentaire précise également que la disposition « *s'inspire de ce qui a été prévu pour l'enseignement de promotion sociale et l'enseignement artistique à horaire réduit par les articles 12 et 13*

¹ Décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Écoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants), M.B., 10 juillet 2002.

² Avant abrogation, l'article 5 était libellé comme suit : « *Les réformes fondamentales de l'enseignement font l'objet d'une concertation préalable entre le Gouvernement et les organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs d'enseignement reconnus par le Gouvernement.*

Par réforme fondamentale, il faut entendre une modification dans l'orientation générale ou la durée des études et dans les conditions d'admission et de passage des élèves.

En ce qui concerne l'enseignement supérieur non universitaire, la concertation prévue à l'alinéa 1er est exercée directement par les pouvoirs organisateurs ».

du décret du 3 mai 2019 précité » et qu'elle « corrige la même erreur pour les Écoles supérieures d'Arts que celle qui est corrigée par l'article 2[3] pour les Hautes Écoles ».

02. 1.1.3 / Avis de l'ARES :

- » D'un point de vue légistique, la modification entend, de manière assez surprenante, insérer un alinéa nouveau au cœur d'un article traitant, dans le décret du 20 décembre 2001, de la définition du projet pédagogique et artistique. S'il l'on compare avec la modification envisagée dans le cadre de l'article 23 du texte en projet, le choix d'insérer un article 8/1 nouveau dans le décret du 21 février fixant l'organisation de l'enseignement supérieur en Hautes Écoles, est bien plus pertinent.

Dans la même logique, il serait plus adéquat d'insérer la disposition au sein d'un nouvel article 13bis au sein du TITRE II. « Gestion de l'École supérieure des Arts », CHAPITRE 1er. – « Dispositions générales ».

» **Moyennant la prise en compte des éléments qui précèdent, l'ARES propose d'émettre un avis favorable sur l'article.**

02. 1.2 / ARTICLE 2 DU PROJET DE DÉCRET : ARTICLE 17 DU DÉCRET :

02. 1.2.1 / Modifications :

- » L'article 17, alinéa 1^{er} et 2 du décret est actuellement libellé comme suit :

« *Le Conseil de gestion pédagogique est composé :*

1° du directeur, du ou des directeur(s) adjoint(s) et du ou des directeur(s) de domaine;

2° de représentants des professeurs, professeurs-assistants et des accompagnateurs à raison d'au moins un cinquième et d'au plus un tiers des membres du Conseil de gestion pédagogique;

3° d'un représentant des chargés de programmation, des chargés de travaux, des assistants ou des chargés d'enseignement par domaine. Dans les Écoles supérieures des Arts n'organisant qu'un domaine, le nombre de représentants est porté à 2;

4° d'un représentant des catégories du personnel autres que la catégorie du personnel enseignant;

5° de trois représentants syndicaux;

6° de représentants des étudiants à raison d'au moins un cinquième et d'au plus un tiers des membres du Conseil de gestion pédagogique.

Les membres visés à l'alinéa 1^{er}, 2° et 6°, sont répartis paritairement en fonction du nombre de domaines organisés. Leur nombre est déterminé par le Pouvoir organisateur ».

- » Il est proposé de remplacer l'alinéa 2 de l'article 17 par l'alinéa suivant :

« *Les membres visés à l'alinéa 1^{er}, 2° et 6°, sont répartis paritairement en fonction du nombre de domaines organisés. Si un domaine représente moins de 15% de la population étudiante totale de l'école, il est toutefois uniquement prévu un représentant des professeurs et un représentant étudiant pour le domaine considéré ».*

02. 1.2.2 / Objectifs :

- » Le commentaire des articles précise que le but de la disposition est de prévoir une « règle particulière concernant la composition du conseil de gestion pédagogique des Écoles supérieures des Arts afin de tenir compte de l'introduction du master en danse ».
- » Selon le commentaire des articles, « l'application de la règle actuelle, qui prévoit une représentativité des membres visés à l'article 17, alinéa 1er, 2° et 6°, « en fonction des domaines », pourrait avoir pour effet une surreprésentativité du domaine de la danse, qui ne comporte qu'un seul master, par rapport aux autres domaines, lorsqu'il est prévu plusieurs représentants par domaine ».
- » La disposition en projet prévoit donc que pour les domaines qui représentent moins de 15% de la population totale de l'école, il y a un seul représentant des professeurs et un seul représentant des étudiants.

02. 1.2.3 / Avis de l'ARES :

» L'ARES propose d'émettre un avis positif sur l'article.

02. 1.3 / ARTICLE 3 DU PROJET DE DÉCRET : ARTICLE 57 DU DÉCRET :

02. 1.3.1 / Modifications :

- » L'article 57, § 1^{er} du décret est actuellement libellé comme suit :
« § 1^{er}. Chaque École supérieure des Arts est dirigée par un Directeur pour lequel il est attribué une unité d'emploi supplémentaire.
Une École supérieure des Arts qui compte plusieurs domaines se voit attribuer un emploi de Directeur de domaine, par domaine supplémentaire, pour lequel il est attribué une unité d'emploi supplémentaire pour cinq ans.
En cas d'attribution d'une unité d'emploi supplémentaire en vertu de l'alinéa précédent, le Pouvoir organisateur peut, sur avis du Conseil de gestion pédagogique, limiter la durée du mandat du Directeur de domaine à désigner dans cet emploi à la durée qui reste à courir du ou des mandats en cours de Directeur de domaine.
Le Directeur de domaine est désigné par le Pouvoir organisateur, conformément à la procédure de recrutement applicable pour la désignation des directeurs des Écoles supérieures des Arts.
Le Directeur de domaine dirige le domaine pour lequel il est désigné. Il agit sous l'autorité du Directeur de l'École supérieure des Arts.
Une École supérieure des Arts qui n'organise qu'un domaine et qui compte au moins 500 étudiants finançables se voit octroyer un emploi de Directeur adjoint pour lequel il est attribué une unité d'emploi supplémentaire pour cinq ans.
Une École supérieure des Arts qui n'organise qu'un domaine et qui compte au moins 800 étudiants finançables se voit octroyer un deuxième emploi de Directeur adjoint pour lequel il est attribué une unité d'emploi supplémentaire pour cinq ans.
Par dérogation à l'alinéa 2, une École supérieure des Arts qui comptait plusieurs domaines et plus de 500 étudiants finançables avant l'année académique 2010-2011 est soumise à la disposition prévue à l'alinéa 6 pour autant que sa situation reste inchangée ».
- » Il est proposé d'ajouter un alinéa 9 nouveau à l'article, libellé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 2, une École supérieure des Arts qui comptait plus de 500 étudiants finançables et un seul domaine avant l'année académique 2020-2021 reste soumise à la disposition prévue à l'alinéa 6 ».

02. 1.3.2 / Objectifs :

- » Le commentaire des articles précise que la disposition en projet « autorise l'École supérieure des Arts codiplômante qui compte plus de 500 étudiants finançables et un seul domaine à conserver le mandat de directeur adjoint qui lui a été attribué au lieu d'un nouveau mandat de directeur de domaine. Eu égard au nombre minoritaire d'étudiants concernés par le master en danse, il s'agit de laisser le choix sur le type de mandat pour le bon fonctionnement de l'établissement ».

02. 1.3.3 / Avis de l'ARES :

- » Le commentaire pose question dans la mesure où il évoque le cas d'une École supérieure des arts « codiplômante ». S'agit-il de l'établissement référent au sens de l'article 15, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 33° du décret Paysage ?
- » Le commentaire semble également légèrement contradictoire avec le dispositif. En effet, d'un côté, le commentaire laisse supposer que l'établissement a le choix de conserver le mandat de directeur-adjoint attribué à l'établissement en raison du fait qu'elle comportait, avant l'année académique 2020-2021, plus de 500 étudiants finançables, mais un seul domaine ; de l'autre, la disposition en projet précise bien au contraire que l'établissement dans pareille situation reste soumis à la règle précitée, sans marge de manœuvre. Soit le commentaire, soit la disposition en projet mérite d'être clarifié. S'agit-il de laisser de la souplesse à l'établissement ou, au contraire, de lui interdire d'avoir un directeur de domaine en lieu et place du directeur-adjoint ? Telle que formulée, la disposition en projet semble impliquer l'interdiction. Si le but de la disposition est de laisser une marge de manœuvre à l'établissement en empêchant un basculement automatique de l'alinéa 6 (un domaine, mais plus 500 étudiants) vers l'alinéa 2 (plus d'un domaine sans considération du nombre d'étudiants), il convient de réécrire la disposition en projet comme suit : « Par dérogation à l'alinéa 2, lorsqu'une École supérieure des Arts qui comptait plus de 500 étudiants finançables et un seul domaine avant le début d'une année académique compte plus d'un domaine l'année académique suivante, elle a le choix d'affecter l'unité d'emploi concernée au maintien de la fonction de Directeur adjoint ou de la remplacer par une fonction de Directeur de domaine ».

- » **La Chambre des écoles supérieures des Arts** rappelle les **difficultés** qu'engendre l'application de l'article 57 du décret du 20 décembre 2001 et soutient qu'il conviendrait, dans une démarche plus globale, de revoir à plus ou moins brève échéance la disposition dans son entièreté afin de renforcer le nombre de directeur-adjoints et de directeurs de domaine au sein des Écoles supérieures des Arts, **compte tenu de la lourde charge administrative qui pèse sur celles-ci.**
- » **L'ARES propose néanmoins d'émettre un avis positif sur l'article.**

02. 1.4 / ARTICLE 4 DU PROJET DE DÉCRET : TITRE IV ET ARTICLE 60 OCTIES NOUVEAUX :

02. 1.4.1 / Modifications :

- » La disposition en projet entend insérer un nouveau titre IV dans le décret, lequel ne contient qu'un article 60 octies nouveau, libellé comme suit :

« Titre VI : Financement des projets artistiques

Article 60 octies. - §1er. Chaque année à partir de l'année 2021, le Gouvernement lance, dans le courant du mois de juin, à l'adresse des Écoles supérieures des Arts, un appel à projet visant à soutenir des projets artistiques de qualité, originaux et innovants, permettant aux étudiants d'être mis en situation professionnelle valorisante sur la base des moyens prévus au § 2.

Seuls sont éligibles les projets menés par les Écoles supérieures des Arts. Les réponses à l'appel à projet incluent : une description détaillée du projet, les objectifs visés, les qualités artistiques du projet et son caractère innovant, la méthodologie, le programme de travail et l'échéancier, les ressources humaines et matérielles, le budget prévisionnel.

Les réponses à l'appel à projet sont remises par les Écoles supérieures des Arts pour le 15 octobre au plus tard. Chaque École supérieure des Arts peut être partenaire de plusieurs projets, mais ne peut être porteuse que d'un seul projet. Les collaborations transdisciplinaires, entre domaines ou entre établissements sont encouragées.

Au plus tard pour le 15 décembre, un jury dont la composition est arrêtée par le Gouvernement s'accorde sur une proposition de répartition du financement visé au § 2, avec un maximum de 20.000 euros par projet, sur la base des critères pondérés suivants :

- la qualité artistique du projet, dont l'originalité et les aspects novateurs, la dimension transdisciplinaire, la qualité des intervenants, la méthodologie et l'expérience valorisante de mise en situation professionnelle pour les étudiants qui prennent part au projet, à concurrence de 80% ;*
- les aspects opérationnels et de mise en œuvre du projet, à concurrence de 10% ;*
- la prise en compte de la dimension de genre dans le contenu et la mise en œuvre du projet, à concurrence de 10 %.*

Cette proposition est ensuite soumise à l'accord du Gouvernement.

§ 2. A partir de l'année 2022, un montant annuel minimal de 96.000 euros est alloué aux Écoles supérieures des Arts pour le financement de projets artistiques, originaux et innovants dans le cadre de l'appel à projet visé au paragraphe précédent.

§ 3. Le montant prévu au paragraphe 2 est adapté annuellement à l'évolution entre l'indice national des prix (IPC) à la consommation du mois de janvier de l'année concernée et l'indice national des prix à la consommation du mois de janvier de l'année 2022.

§ 4. Le jury visé au § 1er, désigné par le Gouvernement pour un mandat de 4 ans, renouvelable, est composé comme suit :

- 1° le Directeur général de la Direction générale de l'Enseignement supérieur ou son délégué ;*
- 2° un représentant de l'Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur (ARES) ;*
- 3° cinq experts de l'Administration générale de la Culture ;*
- 4° un secrétaire, désigné par l'Administration, ayant une voix consultative.*

Un suppléant est désigné pour chaque membre.

Le jury adopte son règlement d'ordre intérieur et le soumet pour approbation au Gouvernement ».

02. 1.4.2 / Objectifs :

- » Le commentaire des articles précise que, « dans le cadre de l'enseignement supérieur artistique, la concrétisation des projets permettant aux étudiants d'être mis en situation professionnelle est un élément clef de la formation. Qu'il s'agisse de représentation, de création, de vernissage, de projection, de projets transdisciplinaires, mais aussi de master class avec des artistes pédagogues étrangers, ces projets permettant d'imaginer et nourrir le monde de demain sont des expériences indispensables au parcours des étudiants des écoles supérieures des Arts (ESA). Au travers de l'action FiPA-ESA, l'idée est de financer des projets artistiques originaux, innovants et de qualité dans les écoles supérieures artistiques. Cette action annuelle sera ouverte à toutes les disciplines qui y sont enseignées et encouragera les démarches interdisciplinaires et entre établissements. Il s'agit de définir les objectifs de l'appel à projets, les conditions d'éligibilité des dossiers et le calendrier d'évaluation du jury ».
- » Le commentaire indique également que « l'aide financière est dotée d'un montant minimal de 96.000€ à répartir entre les projets retenus par le jury et proposés au Gouvernement. Le budget prévisionnel comprend des frais de personnel, de matériel et de fonctionnement. Cette aide est accordée sous forme de subvention et fait l'objet d'un arrêté ».

02. 1.4.3 / Avis de l'ARES :

- » L'ARES suggère d'être plus précis s'agissant du « représentant de l'Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur (ARES) » afin de bien préciser de qui il s'agit. *A priori*, il s'agirait d'un membre proposé par la Chambre des Écoles supérieures des Arts. Si tel est le cas, il conviendrait de préciser la disposition en ce sens.
- » L'ARES suggère également de supprimer, au sein de l'article 60octies, § 1^{er}, al. 4 en projet, les mots « dont l'originalité et les aspects novateurs, la dimension transdisciplinaire, la qualité des intervenants, la méthodologie et l'expérience valorisante de mise en situation professionnelle pour les étudiants qui prennent part au projet, » afin de laisser la marge de manœuvre requise lors de l'évaluation du critère « qualité artistique du projet ».

» L'ARES salue la démarche et propose d'émettre un avis **positif** sur l'article, moyennant la prise en compte des remarques et propositions formulées.

02. 1.5 / ARTICLE 5 DU PROJET DE DÉCRET : ARTICLE 466 TER NOUVEAU :

02. 1.5.1 / Modifications :

- » La disposition en projet entend insérer un nouvel article 466ter dans le décret, libellé comme suit :
« Art. 466ter.- Dans le domaine de la danse, pour l'année académique 2021-2022, le pouvoir organisateur peut procéder aux désignations temporaires à durée déterminée du personnel enseignant, par dérogation aux dispositions relatives au recrutement visées aux articles 98 à 148 et aux dispositions relatives aux titres de capacité visées aux articles 82 et 83.
Ces désignations temporaires à durée déterminée peuvent être reconduites l'année académique suivante, si l'emploi est déclaré vacant conformément à l'article 100 ou si le membre du personnel enseignant satisfait aux dispositions relatives au recrutement visées aux articles 109, 110 et 111 ».

02. 1.5.2 / Objectifs :

- » Le commentaire des articles précise que la modification envisagée a pour but d'autoriser les pouvoirs organisateurs des Écoles supérieures des Arts organisant le Master en Danse : danse et pratiques chorégraphiques à **procéder pour l'année académique 2021-2022, à des désignations à durée déterminée**, pour cette option, par dérogation aux exigences de titres fixées aux articles 82 et 83 du décret du 20 décembre 2001 et sans avoir déclaré ces emplois vacants.
- » Selon le commentaire, il s'agit d'une **mesure dérogatoire**, autorisant le recrutement de membres du personnel n'ayant pas les titres requis et ne pouvant bénéficier, au stade actuel, des dispositions leur permettant la reconnaissance d'une notoriété.
- » Il s'agit par ailleurs, de permettre au pouvoir organisateur de recruter ces enseignants par dérogation à la procédure classique de recrutement fixée par le décret, qui ne peut, pour des raisons de délai, leur être appliquée.

02. 1.5.3 / Avis de l'ARES :

» L'ARES propose d'émettre un avis positif sur l'article.

02. 1.6 / ARTICLE 6 DU PROJET DE DÉCRET : ARTICLE 471 TER NOUVEAU :

02. 1.6.1 / Modifications :

- » La disposition en projet entend insérer un nouvel article 471 ter dans le décret, libellé comme suit :
« Art. 471ter.- Pour les années académiques 2021-2022 à 2022-2023, par dérogation aux articles 52, 53 et 54, l'encadrement octroyé pour l'organisation du Master en Danse : danse et pratiques chorégraphiques est le suivant:
*Pour l'année académique 2021-2022, le nombre d'unités d'emploi s'élève à 4 unités.
Pour l'année académique 2022-2023, le nombre d'unités d'emploi s'élève à 7 unités.
A partir de l'année académique 2023-2024 et par dérogation à l'article 54, § 2, la valeur de la partie historique pour le Master en Danse : danse et pratiques chorégraphiques est égale au nombre d'unités d'encadrement octroyé aux établissements codiplômants durant l'année académique 2027-2028 ».*

02. 1.6.2 / Objectifs :

- » Le commentaire des articles précise que la modification envisagée a pour but(s) de :
 - » fixer pour les années académiques 2021-2022 et 2022-2023 l'encadrement octroyé aux Écoles supérieures des Arts codiplômantes ;
 - » tenir compte du côté progressif de l'organisation de cet enseignement : en 2021-2022, seule la première année du master sera organisée ; en 2022-2023, les deux années du master seront organisées.

02. 1.6.3 / Avis de l'ARES :

- » L'ARES note que l'indication de l'année 2027-2028 comme année de référence à la partie historique, en référence à l'année 2023-2024 et suivantes, pose question dans la formulation chronologique, et des

précisions devront être apportées par l'Administration sur son interprétation de l'article 54 du décret du 20 décembre 2001 à cet égard.

» L'ARES propose d'émettre un avis positif sur l'article.

02.2 / DISPOSITION MODIFIANT LE DÉCRET DU 18 JUILLET 2008³ – BACHELIERS SAGE-FEMME ET INFIRMIER RESPONSABLE DE SOINS GÉNÉRAUX

02.2.1 / ARTICLE 7 DU PROJET DE DÉCRET : ARTICLE 20 DU DÉCRET :

02.2.1.1 / Modifications :

» L'article 20 du décret du 18 juillet 2008 est actuellement libellé comme suit :

« Article 20. - Une convention dite de stage doit être conclue par écrit entre l'établissement d'enseignement et l'institution de stage; il a pour but de régler les relations entre l'établissement d'enseignement qui est responsable de la formation et l'institution de stage qui collabore à cette formation.

a) Les noms des responsables tant de l'établissement d'enseignement que de l'institution de stage ;

b) Le nombre d'étudiants admis en stage par service;

c) Les unités de formation concernées;

d) La durée et la répartition des stages dans le temps;

e) L'assurance en responsabilité civile;

f) L'encadrement des stages ».

» Il est proposé de remplacer l'article 20 par la disposition suivante :

« Article 20.- Une convention-cadre de stage est conclue par écrit entre l'établissement d'enseignement et l'institution de stage. Elle a pour but de régler les relations entre l'établissement d'enseignement qui est responsable de la formation et l'institution de stage qui collabore à cette formation. La convention-cadre de stage contient les éléments suivants :

1° Les parties à la convention ;

2° La période et les institutions et services concernés ;

3° Les engagements respectifs de l'institution d'accueil et de l'établissement ;

4° Les modalités relatives à l'encadrement pédagogique : rôle du référent dans l'institution d'accueil et rôle de l'enseignant référent ;

5° Les horaires ;

6° Les modalités relatives aux absences et aux retards ;

7° Les modalités relatives à l'évaluation

8° Les informations relatives aux assurances souscrites par l'établissement d'enseignement pour l'étudiant stagiaire et pour l'enseignant référent.

Le Gouvernement fixe le modèle de la convention-cadre visée à l'alinéa 1^{er} ».

³ Décret du 18 juillet 2008 fixant des conditions d'obtention des diplômes de bachelier sage-femme et de bachelier infirmier responsable de soins généraux, renforçant la mobilité étudiante et portant diverses mesures en matière d'enseignement supérieur, M.B., 10 septembre 2008.

02. 2.1.2 / Objectifs :

- » Le commentaire des articles indique que la modification envisagée a pour buts :
 - » de préciser le contenu de la convention de stage ;
 - » permettre au Gouvernement de fixer un modèle de convention qui permettra d'harmoniser les pratiques pour donner une base juridique au modèle de convention-cadre qui a été établi par le Conseil d'administration de l'ARES en sa séance du 15 décembre 2020.

02. 2.1.3 / Avis de l'ARES :

- » Lors de sa séance du 15 décembre 2020, le Conseil d'administration a réalisé et approuvé une nouvelle convention-cadre de stage portant sur l'ensemble des professions paramédicales organisées en Communauté française, à établir entre l'établissement d'enseignement supérieur et l'institution d'accueil. Cette démarche s'inscrit dans le cadre de mesures visant à améliorer le fonctionnement des stages, suite au constat que certains étudiants se plaignent de détresse physique et psychologique en stage en raison d'une surcharge de travail, de l'augmentation de la cadence et de la polyvalence requise dans les établissements de soins.
- » Afin de transcrire cette convention dans les textes réglementaires, le Conseil d'administration a sollicité la modification de l'article 20 du décret du 18 juillet 2008 ce qui permettra de rendre cette convention obligatoire et de garantir un cadre pédagogique optimal aux étudiantes et étudiants par le biais de dispositions davantage uniformisées. Le Conseil d'administration a également souligné qu'il serait souhaitable d'associer l'étudiante ou l'étudiant à la signature de la convention-cadre et d'élargir cette réflexion à l'ensemble des formations où des stages sont organisés.

L'ARES suggère de modifier l'alinéa 2 de l'article en projet afin de rendre l'utilisation de la convention obligatoire et de préciser l'intervention de l'ARES, comme suit : « *Le Gouvernement fixe, sur avis de l'ARES, le modèle de la convention-cadre visée à l'alinéa 1^{er} qu'il rend obligatoire* ».

» **L'ARES propose d'émettre un avis positif sur l'article, moyennant la modification proposée de l'alinéa 2 de la disposition.**

02.3 / DISPOSITIONS MODIFIANT LE DÉCRET DU 7 NOVEMBRE 2013⁴ - PAYSAGE

02. 3.1 / ARTICLE 8 DU PROJET DE DÉCRET : ARTICLE 13 DU DÉCRET :

02. 3.1.1 / Modifications :

- » L'article en projet supprime, au sein de l'article 13 du décret du 7 novembre 2013 listant les établissements d'enseignement supérieur de promotion sociale, les *littera* suivants :

« [...] »

8° Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française (IEPSCF) de Braine-l'Alleud à 1420 Braine-l'Alleud »

⁴ Décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, *M.B.*, 18 décembre 2013.

[...]

45° Cours industriels et commerciaux à 7190 Ecaussinnes ;

[...]

92° Institut technique et agricole de la Province de Hainaut à 7060 Soignies ; ».

02. 3.1.2 / Objectifs :

- » Le commentaire des articles précise que les modifications envisagées ont pour buts de supprimer la mention de l'Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française (IEPSCF) de Braine-l'Alleud, celui ayant cessé d'organiser des activités d'enseignement supérieur ainsi que celles relatives aux Cours industriels et commerciaux à Ecaussinnes et à l'Institut technique et agricole de la Province de Hainaut à 7060 Soignies, en raison de la fusion de quatre établissements provinciaux de promotion sociale de la région du Centre en date du 1^{er} janvier 2021.

02. 3.1.3 / Avis de l'ARES :

- » L'ARES note qu'en date du 22 avril 2021, le Conseil d'Administration de WBE a marqué son accord pour le changement de nom de 20 de ses institutions qui deviennent des Etablissement d'Enseignement pour Adultes et de Formation Continue (EAFC). Il s'agit des établissements suivants :
 - » IEPSCF Arlon devient EAFC Sud-Luxembourg,
 - » IEPSCF Ath devient EAFC Ath,
 - » IEPSCF Blegny devient EAFC Blegny-Pays de Herve,
 - » IEPSCF Braine l'Alleud devient EAFC Braine L'Alleud,
 - » IEPSCF Dinant devient EAFC Dinant,
 - » IEPSCF Dour devient EAFC des Hauts-Pays,
 - » IEPSCF Evere devient EAFC Evere,
 - » IEPSCF Fléron devient EAFC Fléron Charlemagne,
 - » IEPSCF Grâce-Hollogne devient EAFC Grâce-Hollogne-Alleur,
 - » IEPSCF Mons devient EAFC Jean Meunier,
 - » IEPSCF Marche-en-Famenne devient EAFC Famenne Ardenne,
 - » IEPSCF Mouscron devient EAFC Mouscron Wallonie picarde,
 - » IEPSCF Namur CEFOR devient EAFC Namur CEFOR,
 - » IEPSCF Philippeville devient EAFC Philippeville-Florennes,
 - » IEPSCF Rixensart-Court-ST-Etienne devient EAFC Rixensart-Court-ST-Etienne-Jodoigne,
 - » IEPSCF Thuin devient EAFC Thuin-Erquelinnes,
 - » IEPSCF Uccle devient EAFC Uccle,
 - » IEPSCF Verviers devient EAFC Ardennes Bleue,
 - » IEPSCF Waremme devient EAFC Hesbaye-Condroz,
 - » IEPSCF Woluwé-Saint-Pierre devient EAFC Woluwé-Saint-Pierre.
- » Il convient donc d'adapter en conséquence l'article 13 de même que les annexes III.4 & VI du décret. Du reste, il convient de prévoir, au sein de l'article 49 en projet, une entrée en vigueur particulière, soit à compter du 1^{er} septembre 2021 pour l'ensemble de ces modifications.

» L'ARES propose d'émettre un avis **positif** sur l'article, moyennant la prise en compte des éléments qui précèdent.

02. 3.2 / ARTICLE 9 DU PROJET DE DÉCRET : ARTICLE 15 DU DÉCRET :

02. 3.2.1 / Modifications :

- » La disposition en projet entend insérer de nouveaux textes au sein de l'article 15, § 1^{er}, alinéa 1^{er} du décret, rédigés comme suit :
- » « 42/1° *Horaire de jour : horaire concernant des cours principalement organisés du lundi au vendredi, de huit heures à dix-huit heures.* » ;
42/2° *Horaire décalé : horaire concernant des cours principalement organisés du lundi au vendredi, de dix-huit heures à vingt-et-une heures et le samedi de huit heures à vingt-et-une heures, généralement pour des adultes en reprise d'études* » ;
42/3° *Horaire adapté : horaire concernant des cours principalement organisés en dehors du temps de travail du public cible* ».

02. 3.2.2 / Objectifs :

- » Le commentaire des articles précise que les modifications envisagées ont pour buts de définir les notions d'horaire de jour, d'horaire décalé et d'horaire adapté afin de donner suite à une observation du Conseil d'État formulée dans son avis n° 59.262/2 du 11 mai 2016.
- » Selon le commentaire des articles, il importe également d'introduire officiellement ces notions, car, depuis le décret du 16 juin 2016 portant diverses mesures dans l'enseignement supérieur, à l'organisation de la gouvernance du Centre hospitalier universitaire de Liège et à la Recherche, l'organisation horaire représente un des éléments constitutifs d'une habilitation (avec le grade et le territoire géographique).

02. 3.2.3 / Avis de l'ARES :

- » D'un point de vue légistique, il est fait remarquer qu'il s'agit bien de l'alinéa 1^{er} de l'article 15, § 1^{er} du décret qui est modifié.
- » Dans son avis n° 59.262/2 rendu le 11 mai 2016, le Conseil d'État avait effectivement indiqué, s'agissant de la modification apportée à l'article 86, § 1^{er} du décret Paysage, que « *le préalable devrait être de déterminer quels établissements sont autorisés à organiser des formations en horaire décalé et en horaire de jour* » et que, « *pour ce faire, il conviendrait de fixer des critères ainsi que de déterminer ce que signifient ces deux notions* »⁵.
- » Il est vrai que les deux notions sont utilisées dans le cadre de l'octroi des habilitations. Cependant :
 - » l'ARES relève que la notion d' « *horaire adapté* » n'apparaît à aucun endroit dans le décret Paysage de sorte qu'il peut être légitime de s'interroger sur l'utilité de définir une notion qui n'est pas jamais utilisée dans le cadre du décret, même si cette définition est apparue dans la dernière version du projet de décret modifiant le décret organisant la réforme de la formation initiale des enseignants. De plus, elle ne semble pas d'une grande plus-value eu égard à la définition d'« *horaire décalé* ». En outre,

⁵ Section de législation du Conseil d'État, avis n° 59/262 donné le 11 mai 2016 un avant-projet de décret de la Communauté française portant diverses mesures dans l'enseignement supérieur, à l'organisation de la gouvernance du Centre hospitalier universitaire de Liège et à la Recherche", *Doc. Parl., Parl. Comm. fr.*, 2015-2016, n° 292, p. 86.

l'ARES attire l'attention sur les conséquences que cette définition peut avoir sur d'autres législations. **L'ARES suggère donc d'omettre cette dernière définition et de ne garder que celle d'horaire décalé.**

- » L'ARES relève, en outre, qu'au sein de la définition d' « *horaire décalé* », les mots « *, généralement pour des adultes en reprise d'études* » n'apportent pas non plus de plus-value à la définition et sont, du reste, source de confusion, étant donné que des adultes peuvent tout à fait reprendre des études en horaire de jour. **L'ARES suggère donc que ces mots soient omis.**
- » **De manière plus générale**, l'ARES estime que les définitions proposées sont **trop rigides** et ne reflètent pas les nombreuses possibilités d'horaires à la fois en horaire de jour et en horaire décalé. Il est donc proposé d'élargir les tranches horaires prévues pour l'horaire de jour et pour l'horaire décalé, afin de coller aux réalités vécues par les établissements (per. ex. 17h, 22h). Cela permettrait, d'une part, de ne pas rigidifier inutilement ces concepts, ce qui ne conviendrait ni aux établissements ni aux étudiants. D'autre part, même si cela aurait pour conséquence un chevauchement entre l'horaire de jour et l'horaire décalé, cela ne pose actuellement aucun problème au sein des institutions. Afin de tenir compte de cet élargissement, il pourrait être suggéré de formuler les deux définitions comme suit :
 - » « *42/1° Horaire de jour : horaire concernant des cours principalement organisés du lundi au vendredi, de huit heures à dix-neuf heures et le samedi de huit heures à treize heures* » ;
 - » « *42/2° Horaire décalé : horaire concernant des cours principalement organisés du lundi au vendredi, de dix-sept heures à vingt-deux heures et le samedi de huit heures à vingt-et-une heures* ».
- » Les organisations syndicales s'inquiètent de l'impact des définitions de l'horaire de jour et de l'horaire décalé sur les effets de concurrence avec les formations de promotion sociale et s'opposent aux conséquences de ces définitions sur les conditions de travail des membres du personnel. Il faut garantir que les horaires des membres du personnel restent une matière qui puissent être précisée par le règlement de travail dans le cadre d'un accord au sein de l'organe local de concertation sociale.

Elles proposent dès lors les formulations suivantes :

- » 42/1° Horaire de jour : horaire concernant des cours principalement organisés **au maximum** du lundi au vendredi, de huit heures à dix-neuf heures et le samedi de huit heures à treize heures, **sans préjudice du règlement de travail de l'établissement d'enseignement supérieur concerné** ;
- » 42/2° Horaire décalé : horaire concernant des cours principalement organisés **au maximum** du lundi au vendredi, de dix-sept heures à vingt-deux heures et le samedi de huit heures à vingt-et-une heures, **sans préjudice du règlement de travail de l'établissement d'enseignement supérieur concerné.**

» **L'ARES propose d'émettre un avis positif sur l'article, moyennant la prise en compte des éléments qui précèdent.**

02. 3.3 / ARTICLE 10 DU PROJET DE DÉCRET : ARTICLE 67 DU DÉCRET :

02. 3.3.1 / Modifications :

- » L'article 67, alinéa 3 du décret est actuellement libellé comme suit :

« Les crédits associés à une unité d'enseignement au sein d'un programme d'études s'expriment en nombres entiers, sans qu'une unité d'enseignement ne puisse conduire à plus de 30 crédits. Par exception, dans les études de deuxième cycle du secteur de l'art, une unité d'enseignement peut conduire à plus de 30 crédits si l'octroi de ceux-ci résulte de plusieurs évaluations d'activités d'apprentissage distinctes, chacune valorisée pour moins de 30 crédits ».

» Il est proposé d'ajouter un alinéa 6 nouveau à la fin de l'article, rédigé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 3, dans le cadre d'une convention de mobilité telle que visée à l'article 81 alinéa 2, les crédits associés à une unité d'enseignement peuvent s'exprimer en nombres décimaux ».

02. 3.3.2 / Objectifs :

- » Le commentaire des articles précise que la modification envisagée a pour but de permettre qu'une unité d'enseignement s'exprime en nombres *décimales* dans le cadre des programmes de mobilité.
- » Cette modification s'explique par le fait que de nombreux établissements partenaires ont des activités d'apprentissage valorisées par un nombre de crédits comportant une décimale, ce qui rend difficile la pleine reconnaissance des crédits acquis en mobilité et pose donc des problèmes dans la gestion du PAE.

02. 3.3.3 / Avis de l'ARES :

- » Il s'agit d'une des trois propositions formulées par le Conseil Supérieur de la Mobilité (CSM) le 12 novembre 2020 (cfr. *infra*, articles 12 et 13). L'objectif est effectivement de donner de la souplesse lorsque les étudiant·e·s en mobilité sélectionnent des unités d'enseignement qui constituent ou équivalent à des crédits comportant une virgule. Il s'agit d'une pratique relativement courante, l'essentiel étant de parvenir, dans la mesure du possible, à un nombre entier pour le total de crédits acquis pour la fenêtre de mobilité.

» **L'ARES propose d'émettre un avis positif sur l'article.**

02. 3.4 / ARTICLE 11 DU PROJET DE DÉCRET : ARTICLE 69 DU DÉCRET :

02. 3.4.1 / Modifications :

» L'article 69, § 1^{er} du décret est actuellement libellé comme suit :

« Article 69. - § 1^{er}. Les cursus initiaux de type court sont organisés en un seul cycle d'études. Ils comprennent 180 crédits. Ces cursus sont sanctionnés par le grade académique de bachelier. Par exception, certains cursus initiaux de type court peuvent comprendre 240 crédits ».

Il est proposé d'ajouter à l'article un alinéa 3 nouveau, rédigé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le cursus initial de type court menant à la profession de géomètre-expert immobilier, en application de la loi du 11 mai 2003 protégeant le titre et la profession de géomètre-experts, est sanctionné par le grade académique de gradué géomètre-expert immobilier ».

02. 3.4.2 / Objectifs :

- » Le commentaire des articles précise que la modification envisagée a pour but d'introduire « une dérogation à l'alinéa 1^{er} » en raison du fait que « le cursus initial de type court dans l'enseignement de la

promotion sociale menant à la profession de géomètre-expert immobilier, en application de la loi du 11 mai 2003 protégeant le titre et la profession de géomètre-experts, est sanctionné par le grade académique de gradué géomètre-expert immobilier, lequel donne accès à ladite profession, et non par un bachelier comme prévu à l'alinéa 1^{er}. Cette insertion introduit une dérogation à la dénomination du titre de bachelier ».

02. 3.4.3 / Avis de l'ARES :

- » Le « gradué géomètre-expert immobilier » est effectivement un grade un peu particulier en promotion sociale. Un graduat est un ancien titre qui est devenu un bachelier. Celui-ci est « resté » un graduat, car il est intitulé de cette façon dans la loi du 11 mai 2003 protégeant le titre et la profession de géomètre-experts. Pour des raisons d'accès à la profession, il convient donc d'apporter une modification à l'article 69, § 1^{er}, alinéa 1^{er} du décret

» **L'ARES propose d'émettre un avis positif sur l'article.**

02. 3.5 / ARTICLE 12 DU PROJET DE DÉCRET : ARTICLE 79 DU DÉCRET :

02. 3.5.1 / Modifications :

- » L'article 79, § 1^{er} du décret est actuellement libellé comme suit :
« Article 79. - § 1er. L'ensemble des activités d'apprentissage de chaque unité d'enseignement des cursus conduisant à un grade académique de premier ou deuxième cycle se répartit sur un des deux premiers quadrimestres de l'année académique, à l'exception des activités dispensées dans le cadre de l'enseignement en alternance, de certaines évaluations, stages, projets ou activités d'intégration professionnelle.
Par dérogation à l'alinéa 1er, pour des raisons pédagogiques motivées, certaines unités d'enseignement de premier cycle peuvent se répartir sur les deux premiers quadrimestres de l'année académique; dans ce cas, une épreuve partielle est organisée en fin de premier quadrimestre, conformément aux dispositions de l'article 150, § 1er.
Le premier quadrimestre débute le 14 septembre; le deuxième débute le premier février; le troisième débute le premier juillet. Les deux premiers quadrimestres comportent au minimum 12 semaines d'activités d'apprentissage.
A l'issue de chacun de ces quadrimestres est organisée une période d'évaluation permettant l'acquisition de crédits. Celle-ci porte au minimum sur l'ensemble des activités d'apprentissage organisées durant le quadrimestre.
Un troisième quadrimestre comprend des périodes d'évaluation, ainsi que des activités d'intégration professionnelle ou de travaux personnels ».
- » Il est proposé d'insérer un § 4 nouveau, libellé comme suit :
« § 4. Par dérogation au paragraphe premier, dans le cadre d'une convention de mobilité telle que visée à l'article 81, alinéas 2 et 3, chaque quadrimestre peut débiter à une date différente. La convention de mobilité prévoit la date de début de chaque quadrimestre de même que la durée de chacun de ceux-ci ».

02. 3.5.2 / Objectifs :

- » Le commentaire des articles précise que la modification envisagée a pour buts d'introduire une dérogation « dans le cadre de la mobilité étudiante, en précisant que les quadrimestres peuvent débiter à des dates différentes et avoir une durée différente.
- » Selon le commentaire des articles, « *cette insertion s'explique par l'existence de différences dans les calendriers académiques au sein des pays-programme, qui peuvent engendrer des difficultés dans l'organisation des activités d'apprentissage et des évaluations. Certaines activités peuvent être organisées par l'établissement partenaire hôte, en dehors des dates prévues dans les dispositions en vigueur en Communauté française* ».

02. 3.5.3 / Avis de l'ARES :

- » Il s'agit d'une des trois propositions formulées par le Conseil Supérieur de la Mobilité (CSM) le 12 novembre 2020 (cfr. *supra*, article 10 et, *infra*, article 13). La modification consiste effectivement à permettre une certaine latitude en cas de mobilité à l'étranger afin d'adapter les dates du calendrier académique à celles de l'établissement d'accueil, tout en précisant que ces dernières seront spécifiées dans la convention de mobilité.
- » L'ARES relève qu'il s'agit en réalité d'une modification apportée à l'alinéa 3 du § 1^{er} de l'article 79, de sorte qu'il faut le préciser. Par ailleurs, l'ARES suggère de reformuler la disposition afin de faire clairement apparaître que c'est bien la *convention* qui peut déroger à la règle de la quadrimestrialisation, comme suit : « § 4. Par dérogation au § 1^{er}, alinéa 3, une convention de mobilité telle que visée à l'article 81, alinéas 2 et 3 peut prévoir des dates de début de quadrimestre différentes de même que des durées différentes ».

» **Moyennant la prise en compte des éléments qui précèdent, l'ARES propose d'émettre un avis positif sur l'article.**

02. 3.6 / ARTICLE 13 DU PROJET DE DÉCRET : ARTICLE 101 DU DÉCRET :

02. 3.6.1 / Modifications :

- » L'article 101 du décret est actuellement libellé comme suit :
- » « *Article 101. - A l'exception de l'inscription aux études de troisième cycle, la date limite d'inscription est fixée au 31 octobre suivant le début de l'année académique; pour les étudiants visés à l'article 79 § 2, cette limite est portée au 30 novembre. Toutefois, par dérogation, le Gouvernement peut, sur avis de l'établissement d'enseignement supérieur, autoriser exceptionnellement un étudiant à s'inscrire au-delà de ces dates lorsque les circonstances invoquées le justifient.*
Afin de respecter les contraintes administratives et académiques motivées par leur situation particulière, le règlement des études de l'établissement peut prévoir pour certaines catégories d'étudiants des dates limites pour l'introduction de demande d'admission ou d'inscription antérieures à la date limite d'inscription effective ».
- » Il est proposé d'ajouter un alinéa 3 à l'article 101 du décret, rédigé comme suit :

« Dans le cadre d'une convention de mobilité telle que visée à l'article 81, alinéas 2 et 3, le programme annuel de l'étudiant établi conformément à l'article 100 peut être modifié en cours d'année, moyennant l'accord du jury ».

02. 3.6.2 / Objectifs :

- » Le commentaire des articles précise que la modification envisagée a pour but de permettre aux étudiants de « modifier leur PAE après l'inscription, dans le cadre de mobilités », car, « actuellement, les étudiants ne peuvent théoriquement pas modifier leur PAE après le 31 octobre de l'année académique en cours, ce qui est problématique pour les mobilités ayant lieu au deuxième quadrimestre. Cette faculté demeure conditionnée à l'accord du jury ».

02. 3.6.3 / Avis de l'ARES :

- » Il s'agit de la troisième proposition formulée par le Conseil Supérieur de la Mobilité (CSM) le 12 novembre 2020 (cfr. *supra*, articles 10 et 12).
- » D'un point de vue légistique, il vaut mieux insérer la dérogation à un endroit dans le décret qui semble le plus logique. A cet égard, l'article 99 semble, dans cette mesure, plus approprié. L'article 99 dit actuellement, en deux alinéa distincts:

« Une inscription est valable pour une année académique et porte sur un ensemble cohérent d'unités d'enseignements d'un cursus particulier. Cette liste d'unités d'enseignements constitue le programme annuel de l'étudiant pour l'année académique établi conformément à l'article 100.

Avec l'accord des autorités académiques, un étudiant peut cumuler plusieurs inscriptions au cours d'une même année académique ».

La modification envisagée pourrait apparaître sous la forme d'un alinéa 3 nouveau.

» **L'ARES propose d'émettre un avis positif sur l'article moyennant une modification de l'article 99 du décret et non 101.**

02. 3.7 / ARTICLE 14 DU PROJET DE DÉCRET : ARTICLE 149 DU DÉCRET :

02. 3.7.1 / Modifications :

- » L'article 149 du décret est actuellement libellé comme suit :
« Article 149. - En outre, les Pôles académiques peuvent organiser, sous la coordination de leurs centres de didactique de l'enseignement supérieur, des activités de préparation aux études supérieures. Ils peuvent conclure des conventions de collaboration à ce propos avec d'autres établissements d'enseignement supérieur, des établissements de promotion sociale ou des établissements d'enseignement secondaire organisés, subventionnés ou reconnus en Communauté française.
Sur base d'une demande conjointe des établissements concernés, approuvée et transmise par l'ARES, le Gouvernement peut leur allouer des moyens supplémentaires à cet effet ».
- » Il est proposé d'abroger l'alinéa 2.

02. 3.7.2 / Objectifs :

- » Le commentaire des articles précise que la modification envisagée a pour but de « *dispenser les pôles académiques d'une formalité administrative en raison de la longueur de sa procédure* ».

02. 3.7.3 / Avis de l'ARES :

- » Il semblerait que le dispositif aille plus loin que l'intention. En effet, si le but est simplement de supprimer une procédure jugée trop longue, il conviendrait de supprimer les mots « *Sur base d'une demande conjointe des établissements concernés, approuvée et transmise par l'ARES,* » En effet, en supprimant la totalité de l'alinéa 2 de l'article 149, la disposition en projet supprime *de facto* l'habilitation faite au Gouvernement d'octroyer des moyens complémentaires dans le cadre de la mise en œuvre de l'alinéa 1^{er} de l'article 149.
- » D'autres mécanismes administratifs sont-ils prévus afin d'allouer des moyens supplémentaires à la coorganisation, par les Pôles académiques, d'activités de préparation aux études supérieures ?

» **Moyennant la prise en compte des éléments qui précèdent, l'ARES propose d'émettre un avis favorable sur l'article.**

02. 3.8 / ARTICLES 15 À 21 DU PROJET DE DÉCRET : ANNEXES II, III.1, III.2, III.4 ET VI DU DÉCRET

02. 3.8.1 / Modifications :

- » Les articles en projet modifient les annexes du décret.

02. 3.8.2 / Objectifs :

- » Le commentaire des articles précise que les modifications envisagées ont pour buts d'apporter les modifications nécessaires aux annexes du décret et, notamment :
 - » Inscrire la codiplômation entre « *Ateliers Saint-Luc* » et l'Institut technique supérieur Cardinal Mercier (ITSCM) pour la formation de Bachelier en Construction (option bâtiment) ;
 - » Assortir d'effet la fusion de 4 instituts provinciaux de promotion sociale dans la région du Centre ;
 - » Inscrire la codiplômation entre l'UNamur, l'ULB et l'UMONS pour organiser le master en sciences informatiques dans l'arrondissement de Charleroi ;
 - » Acter le changement de dénomination d'un master : le « *master en stratégie et analyse de la communication interactive et collaborative* » devient le « *master en stratégie de la communication et culture numérique* » ;
 - » Acter le changement de dénomination de deux master de spécialisation : le « *master de spécialisation en langues et civilisations africaines* » devient le « *master de spécialisation en études africaines* » ; le « *master de spécialisation en droits de l'homme* » devient le « *master de spécialisation en droits humains* ».

02. 3.8.3 / Avis de l'ARES :

- » Les modifications apportées aux annexes par les dispositions en projet formalisent parfaitement les demandes formulées par l'ARES à l'occasion des avis n^{os} 2020-25, 2020-26, 2021-01, 2021-02 et 2021-03.
- » L'ARES note **toutefois** qu'il conviendrait de tenir compte de l'avis n° 2021-05 rendu le 20 avril 2021 s'agissant de la modification de l'intitulé du grade académique de « *master de spécialisation en analyse interdisciplinaire de la construction européenne* ».

» L'ARES propose d'émettre un avis **positif** sur l'article.

02.4 / DISPOSITION MODIFIANT LE DÉCRET DU 11 AVRIL 2014⁶ – FINANCEMENT

02. 4.1 / ARTICLE 22 DU PROJET DE DÉCRET : ARTICLE 8/1 NOUVEAU :

02. 4.1.1 / Modifications :

- » La disposition en projet a pour but d'insérer un nouvel article 8/1 au sein du décret du 11 avril 2014, rédigé comme suit :
 - « Article 8/1.- §1er. Lorsque l'étudiant dispose d'un programme annuel composé des crédits résiduels du premier cycle et de crédits de deuxième cycle en vertu de l'article 100, §§ 6 et 7, du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, dans le calcul du financement, l'inscription de l'étudiant est prise en compte selon les modalités suivantes :
 - 1° En cas de programme annuel composé d'au moins trente-et-un crédits du programme de premier cycle et de 1 à 15 crédits du programme de deuxième cycle, l'inscription est présentée à 100% au premier cycle et à 0% au deuxième cycle ;
 - 2° En cas de programme annuel composé d'au moins trente-et-un crédits du programme de premier cycle et d'au moins seize crédits du programme de deuxième cycle, l'inscription est présentée à 50% au premier cycle et à 50% au deuxième cycle ;
 - 3° En cas de programme annuel composé de seize à trente crédits du programme de premier cycle et d'un à quinze crédits du programme de deuxième cycle, l'inscription est présentée à 50% au premier cycle et à 0% au deuxième cycle ;
 - 4° En cas de programme annuel composé de seize à trente crédits du programme de premier cycle et de seize à trente crédits du programme de deuxième cycle, l'inscription est présentée à 50% au premier cycle et à 50% au deuxième cycle ;
 - 5° En cas de programme annuel composé de seize à trente crédits du programme de premier cycle et d'au moins trente-et-un crédits du programme de deuxième cycle, l'inscription est présentée à 50% au premier cycle et à 50% au deuxième cycle ;
 - 6° En cas de programme annuel composé d'un à quinze crédits du programme de premier cycle et de 1 à 15 crédits du programme de deuxième cycle, l'inscription est présentée à 0% au premier cycle et à 0% au deuxième cycle ;

⁶ Décret du 11 avril 2014 adaptant le financement des établissements d'enseignement supérieur à la nouvelle organisation des études, M.B., 10 juin 2014.

7° En cas de programme annuel composé d'un à quinze crédits du programme de premier cycle et de 16 à 30 crédits du programme de deuxième cycle, l'inscription est présentée à 0% au premier cycle et à 50% au deuxième cycle ;

8° En cas de programme annuel composé d'un à quinze crédits du programme de premier cycle et d'au moins 31 crédits du programme de deuxième cycle, l'inscription est présentée à 0% au premier cycle et à 100% au deuxième cycle.

§ 2. Pour l'application du paragraphe 1er, le nombre de crédits attaché au programme de premier cycle est déterminé par la dernière délibération du jury dudit premier cycle de l'inscription précédente ».

02. 4.1.2 / Objectifs :

- » Le commentaire des articles précise que la modification envisagée a pour buts de :
 - » Reprendre de **manière claire et univoque** tous les cas de figure possibles de présentation au financement d'étudiants dont le PAE est composé des crédits résiduels du 1er cycle et de crédits de 2ème cycle en vertu de l'article 100, §§ 6 et 7 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études ;
 - » Déterminer à **quel moment** le nombre de crédits attaché au programme de premier cycle est pris en considération en vue de l'application du paragraphe 1^{er} de la disposition en projet de sorte qu' « *une modification ultérieure de la valeur des crédits résiduels de premier cycle ne pourra pas modifier la présentation du financement au premier cycle* ».

02. 4.1.3 / Avis de l'ARES :

- » Actuellement, la seule disposition permettant de calculer le financement des établissements lorsqu'un étudiant est dans l'une des situations visées à l'article 100, §§ 6 et 7 du décret Paysage, c'est-à-dire entre deux cycles (situation dite « BAMA ») est l'article 8 du décret du 11 avril 2014 :

« *Un étudiant régulièrement inscrit conformément à l'article 103 du décret du 7 novembre 2013 précité est réputé inscrit à plein temps et, pour toute autre disposition légale ou réglementaire, est réputé participer activement à une charge d'au moins 30 crédits d'activités d'apprentissage.*

Toutefois, avant l'application d'autres coefficients de pondération éventuels dans le calcul du financement, l'inscription d'un étudiant dont le programme annuel comporte de 16 à 30 crédits n'est prise en compte que pour moitié; si le solde du programme de son cycle d'études est de 15 crédits maximum, il n'est plus pris en compte, mais est toujours considéré comme finançable. Cette réduction ne s'applique pas aux étudiants inscrits en vertu de l'article 100, § 1er, du décret du 7 novembre 2013 précité qui auraient déjà acquis ou valorisé 30 crédits du cycle d'études au moins ».
- » Par ailleurs, les §§ 6 et 7 de l'article 100 sont actuellement libellés comme suit :

« § 6. *En fin de cycle, l'étudiant qui doit encore acquérir ou valoriser plus de 15 crédits du programme d'études du premier cycle, peut compléter son programme annuel avec des unités d'enseignement du cycle suivant pour lesquelles il remplit les conditions prérequisés et moyennant l'accord du jury de ce cycle d'études.*

Il reste inscrit dans le premier cycle d'études. Toutefois, aux fins de l'acquisition ou de la valorisation des unités d'enseignement du deuxième cycle, il est réputé être inscrit dans le deuxième cycle.

L'étudiant paie les droits d'inscription du premier cycle et est dispensé du paiement des droits d'inscription du deuxième cycle.

Le programme annuel de l'étudiant est validé par chacun des jurys pour ce qui le concerne sans qu'il ne puisse dépasser 75 crédits.

L'étudiant qui n'a pas acquis son grade de premier cycle ne peut inscrire à son programme annuel les crédits du deuxième cycle qui correspondent à son mémoire ou travail de fin d'études.

Pour cet étudiant, les unités d'enseignement du premier cycle sont délibérées par le jury du premier cycle et les unités d'enseignement du deuxième cycle sont délibérées par le jury du deuxième cycle.

§ 7. En fin de cycle, l'étudiant qui doit encore acquérir ou valoriser 15 crédits au plus du programme d'études du premier cycle, peut compléter son programme annuel avec des unités d'enseignement du cycle suivant pour lesquelles il remplit les conditions prérequis.

Il est inscrit dans le deuxième cycle d'études, toutefois, aux fins de l'acquisition ou de la valorisation des unités d'enseignement du premier cycle, il est réputé être inscrit dans le premier cycle.

L'étudiant paie les droits d'inscription du deuxième cycle et est dispensé du paiement des droits d'inscription du premier cycle.

L'étudiant qui n'a pas acquis son grade de premier cycle ne peut inscrire à son programme annuel les crédits du deuxième cycle qui correspondent à son mémoire ou travail de fin d'études.

Pour cet étudiant, les unités d'enseignement du premier cycle sont délibérées par le jury du premier cycle et les unités d'enseignement du deuxième cycle sont délibérées par le jury du deuxième cycle ».

- » La disposition en projet entend refléter au maximum les situations qui pourraient naître des §§ 6 et 7 du décret. Elles peuvent être classées en **trois catégories**, en fonction du nombre crédits restant à acquérir en BA :

- » **Première catégorie (BA > ou = 31 crédits) :**

- » Hypothèse 1 (1 < MA < ou = 15 crédits : 100 % et 0 %) ;
- » Hypothèse 2 (MA > ou = 16 crédits : 50 % et 50 %) ;

- » **Deuxième catégorie (16 crédits < ou = BA < ou = 30 crédits) :**

- » Hypothèse 3 (1 < MA < ou = 15 crédits : 50 % et 0 %) ;
- » Hypothèse 4 (16 crédits < ou = MA < ou = 30 crédits : 50 % et 50 %) ;
- » Hypothèse 5 (MA > ou = 31 crédits : 50 % et 50 %) ;

- » **Troisième catégorie (1 crédit < BA < ou = 15 crédits) :**

- » Hypothèse 6 (1 crédit < MA < ou = 15 crédits : 0 % et 0 %) ;
- » Hypothèse 7 (16 crédits < ou = MA < ou = 30 crédits : 0 % et 50 %) ;
- » Hypothèse 8 (MA > ou = 31 crédits : 0 % et 100 %) ;

- » **Tout d'abord**, l'ARES note que l'article en projet diffère de l'application de l'article 8 actuel dans deux hypothèses (2° et 5°) :

- » Lorsque l'étudiant a encore 31 crédits ou plus à acquérir en BA et lorsqu'il est autorisé à prendre jusqu'à 16 crédits de MA : dans ce cas, il y a **répartition égale du financement** (BA défavorisé et MA favorisé) ;
- » Lorsque l'étudiant a encore entre 16 à 30 crédits à acquérir en BA et lorsqu'il est autorisé à prendre 31 crédits ou plus de MA : dans ce cas, il y a **répartition égale du financement** (*statu quo* pour le BA et MA défavorisé).

A cet égard, même si ceci aura un impact négatif sur le financement de la partie de programme qui comporte plus de 30 crédits, **il est logique que l'étudiant ne soit pas surfinancé.**

- » **Ensuite**, s'agissant des hypothèses 3°, 6° et 7°, l'application actuelle des critères peut également conduire à **sous-financer un étudiant**. C'est le cas lorsque le programme de bachelier comporte moins de 16 crédits (0 %) et le programme de master entre 16 et 30 crédits (50 %), mais que le total est de plus

de 30 crédits (100%) ou (cas moins répandu) lorsque les deux parties de son programme comportent moins de 16 crédits (0 %), mais que le total est entre 16 et 30 crédits au total (50 %). **La disposition nouvelle ne corrige pas ces possibles sous-financements.**

Plus fondamentalement, la logique de la disposition semble :

- » **D'une part, considérer les PAE de BA et MA comme séparés.** Or, l'article 100 du décret Paysage précise bien *qu' « en fin de cycle, l'étudiant qui doit encore acquérir ou valoriser plus de 15 crédits/15 crédits au plus du programme d'études du premier cycle, peut compléter son programme annue »*. Il faut, dès lors, considérer que les étudiants inscrits sur base de l'art. 100, §§ 6 et 7 ont un PAE composé des crédits du 1^{er} cycle et des crédits du 2^{ème} cycle. La procédure de contrôle précise, par ailleurs, que les étudiants sont inscrits à un seul et unique PAE et ce dernier est insécable ;
- » **D'autre part, induire un financement par cycles d'études et non un financement basé sur le PAE.** Or, l'article 8 du décret précise que l'inscription d'un étudiant dont le programme annuel comporte de 16 à 30 crédits n'est prise en compte que pour moitié; si le solde du programme de son cycle d'études est de 15 crédits maximum, il n'est plus pris en compte, mais est toujours considéré comme finançable. Il lie bien le financement au nombre de crédits inscrits au PAE.

Compte tenu de tout ce qui précède, dans une logique ni de sous-financement ni de sous-financement, l'ARES propose donc de reformuler les lettres 3°, 6° et 7° de l'article en projet, comme suit :

« 3° En cas de programme annuel composé de seize à trente crédits du programme de premier cycle et d'un à quinze crédits du programme de deuxième cycle, l'inscription est présentée à 50% au premier cycle et à 0% au deuxième cycle, sauf si la somme des crédits des programmes de premier et deuxième cycle est supérieure à 30 crédits, auquel cas l'inscription est financée à 50% au premier cycle et à 50% au deuxième cycle ;

[...]

6° En cas de programme annuel composé d'un à quinze crédits du programme de premier cycle et de 1 à 15 crédits du programme de deuxième cycle, l'inscription est présentée à 0% au premier cycle et à 0% au deuxième cycle, sauf si la somme des crédits des programmes de premier et deuxième cycle est supérieure à 15 crédits, auquel cas l'inscription est financée à 50% au premier cycle et à 50% au deuxième cycle ;

7° En cas de programme annuel composé d'un à quinze crédits du programme de premier cycle et de 16 à 30 crédits du programme de deuxième cycle, l'inscription est présentée à 0% au premier cycle et à 50% au deuxième cycle, sauf si la somme des crédits des programmes de premier et deuxième cycle est supérieure à 30 crédits, auquel cas l'inscription est financée à 50% au premier cycle et à 50% au deuxième cycle ; ».

- » **Enfin**, s'agissant du paragraphe 2 de la disposition en projet, l'ARES remarque qu'il s'agit d'une **dérogation majeure**. Le fait que la financabilité de l'étudiant·e soit calculée sur base de la délibération de l'année N-X et **non pas sur le contenu du PAE de l'année N est un effectivement changement important**.

Le PAE est établi en accord avec le jury et l'étudiant·e, dans le respect de l'article 100 du décret Paysage, en tenant compte des programmes d'études, mais aussi déjà sur base des délibérations précédentes.

Le paragraphe 2 de la disposition en projet aurait donc pour conséquences :

- » d'apporter une complexification supplémentaire, notamment en cas de changements au sein même du programme d'études déterminé par l'établissement,
- » de devoir, lors du contrôle du financement de l'étudiant·e, apporter des informations liées à la délibération de l'année N-X alors que, jusqu'à présent, le PAE de l'année N suffit. Cela apporterait une

complexification inutile des rapports de population et du contenu des dossiers administratifs à élaborer en vue du contrôle.

- » **Si la disposition en projet est adoptée**, la portée de l'article 8 du décret sera, du reste, considérablement réduite aux seules hypothèses d'allègement et des étudiants en fin de cycle n'entamant pas de second cycle.

» **L'ARES propose d'émettre un avis positif sur l'article, moyennant la prise en compte des éléments qui précèdent.**

02.5 / DISPOSITION MODIFIANT LE DÉCRET DU 21 FÉVRIER 2019⁷ – ORGANISATION DES HAUTES ÉCOLES

02.5.1 / ARTICLE 23 DU PROJET DE DÉCRET : ARTICLE 8/1 NOUVEAU :

02.5.1.1 / Modifications :

- » La disposition en projet a pour but d'insérer un nouvel article 8/1 au sein du décret du 21 février 2019, rédigé comme suit :

« Les Pouvoirs organisateurs subventionnés visés à l'article 8 participent à la négociation visée au Livre 1er, Titre 6, Chapitre 5 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire par l'intermédiaire des fédérations de Pouvoirs organisateurs auxquelles ils sont affiliés.

Les hautes écoles relevant de l'enseignement organisé par la Communauté française y sont représentées par le Pouvoir Organisateur Wallonie – Bruxelles – Enseignement, mis en place par le décret spécial du 7 février 2019 ».

02.5.1.2 / Objectifs :

- » Le commentaire de l'article précise, à l'instar du commentaire de l'article 1^{er} en projet, qu'« à la suite de l'abrogation totale de l'article 5 de la loi du 29 mai 1959⁸ par l'article 3, 2^o, du décret du 3 mai 2019 portant les livres 1er et 2 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, et mettant en place le tronc commun et en l'absence d'une référence à la négociation avec les fédérations de pouvoirs organisateurs prévue par l'article 1.6.5-6 dudit Code, **il n'existe à l'heure actuelle plus aucune obligation de concertation ou de négociation avec les pouvoirs organisateurs ou leurs fédérations pour ce qui concerne les hautes écoles.** Cet article vise dès lors à rétablir une telle obligation, en faisant d'ailleurs correspondre le cadre décréte à la pratique, à savoir la négociation avec les fédérations de pouvoirs organisateurs, telle qu'elle est organisée par le Livre 1er, titre 6, Chapitre 5, du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire ».

⁷ Décret du 21 février 2019 fixant l'organisation de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles, M.B., 14 mars 2019.

⁸ Avant abrogation, l'article 5 était libellé comme suit : « Les réformes fondamentales de l'enseignement font l'objet d'une concertation préalable entre le Gouvernement et les organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs d'enseignement reconnus par le Gouvernement.

Par réforme fondamentale, il faut entendre une modification dans l'orientation générale ou la durée des études et dans les conditions d'admission et de passage des élèves.

En ce qui concerne l'enseignement supérieur non universitaire, la concertation prévue à l'alinéa 1er est exercée directement par les pouvoirs organisateurs ».

- » Le commentaire précise également que la disposition « *s'inspire de ce qui a été prévu pour l'enseignement de promotion sociale et l'enseignement artistique à horaire réduit par les articles 12 et 13 du décret du 3 mai 2019 précité* ».

02. 5.1.3 / Avis de l'ARES :

» L'ARES propose d'émettre un avis positif sur l'article.

02.6 / DISPOSITION MODIFIANT LA LOI DU 21 JUIN 1985 CONCERNANT L'ENSEIGNEMENT⁹

02. 6.1 / ARTICLE 24 DU PROJET DE DÉCRET : ARTICLE 58 DU DÉCRET :

02. 6.1.1 / Modifications :

- » L'article 58 de la loi du 21 juin 1985 est actuellement libellé comme suit :
« Article 58. - *Le présent chapitre s'applique à l'enseignement supérieur non universitaire, organisé ou subventionné par la Communauté française* ».
- » Il est proposé de remplacer l'article 58 par la disposition suivante :
« Article 58.- *Le présent chapitre s'applique à l'enseignement de promotion sociale et à l'enseignement supérieur non universitaire, organisé ou subventionné par la Communauté française* ».

02. 6.1.2 / Objectifs :

- » Le commentaire des articles précise que la modification envisagée a pour buts de corriger à nouveau une erreur résultant du décret du 3 mai 2019 portant les livres 1er et 2 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, et mettant en place le tronc commun. Dans le chapitre VII « *Droit d'inscription spécifique imposé aux élèves et étudiants de nationalité étrangère des enseignements maternel, primaire, secondaire, spécial et supérieur non universitaire, de plein exercice ou à horaire réduit, organisés ou subventionnés par l'État* » de la loi du 21 juin 1985 concernant l'enseignement, l'article 58 était formulé, avant sa modification par l'article 6 du décret du 3 mai 2019 précité, de manière à inclure l'enseignement de promotion sociale dans le mécanisme du Droit d'inscription spécifique mis en place par la loi du 21 juin 1985.
- » L'article 58, tel que modifié par l'article 6 du décret du 3 mai 2019 susvisé, *exclut l'enseignement de promotion sociale, à tout le moins secondaire, du mécanisme susvisé*. Par conséquent, la modification proposée vise à *insérer une référence à l'enseignement de promotion sociale afin de permettre à celui-ci de continuer à prélever le droit d'inscription spécifique prévu par le Chapitre VII de la loi du 21 juin 1985*.

02. 6.1.3 / Avis de l'ARES :

» L'ARES propose d'émettre un avis positif sur l'article.

⁹ Loi du 21 juin 1985 concernant l'enseignement, M.B., 6 juillet 1985.

02.7 / DISPOSITIONS MODIFIANT LE DÉCRET DU 16 AVRIL 1991¹⁰ - ENSEIGNEMENT DE PROMOTION SOCIALE

02.7.1 / ARTICLE 25 DU PROJET DE DÉCRET : ARTICLE 5 DU DÉCRET :

02.7.1.1 / Modifications :

- » L'article 5 du décret du 16 avril 1991 est actuellement libellé comme suit :

« Article 5. - L'enseignement de promotion sociale de régime 2 est celui qui reste régi, à titre transitoire, par les lois sur l'enseignement technique coordonnées le 30 avril 1957 et les arrêtés pris en exécution de ces lois.

Jusqu'au 1er janvier 2015, l'enseignement de promotion sociale peut délivrer des titres de régime 2 aux étudiants ayant entamé leur formation au cours de l'année scolaire 2008 -2009 conformément aux lois sur l'enseignement technique coordonnées du 30 avril 1957 et les arrêtés pris en exécution de ces lois.

Le titre IV du présent décret s'applique jusqu'au 1er janvier 2015 au régime 2. ».

- » Il est proposé d'abroger la disposition.

02.7.1.2 / Objectifs :

- » Le commentaire des articles précise que la modification envisagée a pour but d'abroger la disposition, car le régime 2 auquel il est fait référence n'existe plus.

02.7.1.3 / Avis de l'ARES :

» L'ARES propose d'émettre un avis positif sur l'article.

02.7.2 / ARTICLE 26 DU PROJET DE DÉCRET : ARTICLE 27 DU DÉCRET :

02.7.2.1 / Modifications :

- » L'article 27 du décret est actuellement libellé comme suit :

« Article 27. - Chaque section de l'enseignement secondaire de promotion sociale, en ce compris le Certificat d'Etudes de Base, est classée dans le premier, le deuxième, le troisième degré ou le quatrième degré de l'enseignement secondaire suivant ses objectifs généraux, son contenu, le niveau et le titre qui la sanctionnent.

Ces titres correspondent aux niveaux 1 à 4 du cadre européen des certifications ».

- » Il est proposé d'ajouter à l'alinéa 2 de l'article la phrase suivante :

« « Ils peuvent également correspondre au niveau 5 conformément à l'accord de coopération, conclu le 26 février 2015 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française, concernant la création et la gestion d'un Cadre francophone des certifications, en abrégé « C.F.C. ». ».

¹⁰ Décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, M.B., 25 juin 1991.

02. 7.2.2 / Objectifs :

- » Le commentaire des articles précise que la modification envisagée a pour buts de permettre « à l'enseignement [secondaire] de promotion sociale d'accéder au 5^{ème} niveau du cadre européen des certifications » et de « tenir compte des possibilités ainsi prévues par l'accord de coopération, conclu le 26 février 2015 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française, concernant la création et la gestion d'un Cadre francophone des certifications, en abrégé « C.F.C. », auquel la Communauté française a porté assentiment par un décret du 15 mai 2015 ».

02. 7.2.3 / Avis de l'ARES :

» L'ARES propose d'émettre un avis positif sur l'article.

02. 7.3 / ARTICLE 27 DU PROJET DE DÉCRET : ARTICLE 83 DU DÉCRET :

02. 7.3.1 / Modifications :

- » L'article 83 du décret est actuellement libellé comme suit :
 - « Article 83. - § 1er. Les périodes appartiennent à l'une des catégories suivantes :
 - 1° la catégorie A comprend les périodes d'enseignement secondaire supérieur dans l'enseignement de promotion sociale;
 - 2° la catégorie B comprend les périodes d'enseignement secondaire inférieur dans l'enseignement de promotion sociale;
 - 3° la catégorie C comprend les périodes d'enseignement dans l'enseignement supérieur [~~de type court~~] de promotion sociale;
 - ~~[4° la catégorie D comprend les périodes d'enseignement dans l'enseignement supérieur de type long de promotion sociale.]~~
 - § 2. Par dérogation au § 1er :
 - [...]
 - 2° lorsque des pouvoirs organisateurs sont tenus, suite à l'approbation par le Gouvernement, sur avis conforme du Conseil général, de l'horaire de référence minimum, du contenu minimum et des caractéristiques des sections sanctionnées par les titres visés à l'article 62, de transformer progressivement les structures existantes concernées conformément à l'article 137 :
 - a) durant la première organisation des sections susvisées par les pouvoirs organisateurs visés ci-dessus, les périodes d'enseignement sont considérées comme appartenant à la catégorie de périodes à laquelle elles appartaient dans l'ancienne structure ;
 - ~~[b) dès la fin de l'année civile correspondant à la fin de la période de transformation progressive, les périodes d'enseignement utilisées, dans les sections concernées, au niveau de l'enseignement supérieur de promotion sociale de type long et de régime 1, sont converties en périodes de catégorie D.]~~ ».
- » Au sein de l'article, il est proposé de :
 - » Au § 1^{er}, 3°, abroger les mots « de type court »,
 - » Au § 1^{er}, abroger le 4°,
 - » Au § 2, abroger le 2°, b).

02. 7.3.2 / Objectifs :

- » Le commentaire des articles précise que la modification envisagée a pour but(s) de :
 - » supprimer les références aux catégories « D ». Ces périodes sont destinées à qualifier les périodes de cours données dans l'enseignement supérieur de type long, niveau d'enseignement organisé de manière marginale en promotion sociale (4 masters pour toute la Communauté française). La catégorie « D » ne modifie rien en termes de titres requis ou suffisants pour accéder aux fonctions dans le type long de promotion sociale et elles ne modifient en rien le barème des chargés de cours. Elles ne coûtent donc pas plus cher que les catégories « C » utilisées dans le cadre de l'enseignement supérieur de type court mais ont un coefficient plus élevé (1.8) lors du calcul de l'utilisation de la dotation-périodes. Étant donné que l'enseignement de promotion sociale fonctionne en enveloppe fermée, cela n'aura pas d'impact budgétaire sur l'enveloppe des périodes attribuées à l'enseignement de Promotion sociale (fixée à 2.650.000 périodes).
 - » supprimer les mots « de type court » au 3^{ème} alinéa, de sorte que toutes les périodes de l'enseignement supérieur appartiendront à la catégorie « C ».

02. 7.3.3 / Avis de l'ARES :

- » D'un point de vue légistique, dans la mesure où le point b) du littera 2° du § 2 est abrogé et qu'il n'y a plus qu'un point a) du fait de cette modification, il conviendrait plutôt de réécrire le littera 2° comme suit :
« 2° lorsque des pouvoirs organisateurs sont tenus, suite à l'approbation par le Gouvernement, sur avis conforme du Conseil général, de l'horaire de référence minimum, du contenu minimum et des caractéristiques des sections sanctionnées par les titres visés à l'article 62, de transformer progressivement les structures existantes concernées conformément à l'article 137, durant la première organisation des sections susvisées par les pouvoirs organisateurs visés ci-dessus, les périodes d'enseignement sont considérées comme appartenant à la catégorie de périodes à laquelle elles appartenaient dans l'ancienne structure ».

» **L'ARES propose d'émettre un avis positif sur l'article.**

02. 7.4 / ARTICLE 28 DU PROJET DE DÉCRET : ARTICLE 90 DU DÉCRET :

02. 7.4.1 / Modifications :

- » L'article 90 du décret est actuellement libellé comme suit :
« Article 90. - Un pouvoir organisateur peut, parmi ses périodes disponibles, transformer des périodes d'une catégorie visée à l'article 83 en périodes d'une des autres catégories visées au même article, dans le respect des règles de transformation reprises ci-dessous:
 - a) une période de catégorie A est équivalente à une période et un quart de la catégorie B ;*
 - b) une période de catégorie C est équivalente à une période et un demi de la catégorie B ;*
 - ~~*[c) une période de catégorie D est équivalente à une période et huit dixièmes de la catégorie B]*~~
- » Il est proposé de supprimer le point c).

02. 7.4.2 / Objectifs :

- » Il s'agit d'une adaptation de l'article eu égard à la suppression des catégories « D ».

02. 7.4.3 / Avis de l'ARES :

» L'ARES propose d'émettre un avis **positif** sur l'article.

02. 7.5 / ARTICLE 29 DU PROJET DE DÉCRET : ARTICLE 116 DU DÉCRET :

02. 7.5.1 / Modifications :

- » La disposition en projet entend abroger l'article 116 du décret, libellé actuellement comme suit :
« Article 116. – A des conditions fixées par l'Exécutif, les moyens de transmission à distance peuvent être utilisés par l'enseignement de promotion sociale ».

02. 7.5.2 / Objectifs :

- » Le commentaire des articles précise qu'il s'agit d'un article désuet qu'il convient d'abroger.

02. 7.5.3 / Avis de l'ARES :

» L'ARES propose d'émettre un avis **positif** sur l'article.

02. 7.6 / ARTICLE 30 DU PROJET DE DÉCRET : ARTICLE 123 TER DU DÉCRET :

02. 7.6.1 / Modifications :

- » L'article 123ter, § 4, alinéa 3 du décret est actuellement libellé comme suit :
« L'élève qui conteste ladite décision peut, pour autant que la procédure de recours interne soit épuisée, introduire un recours externe par pli recommandé à l'Administration, avec copie au chef d'établissement. ~~[L'Administration transmet immédiatement le recours au Président de la Commission de recours].~~ Ce recours est introduit dans un délai de sept jours calendrier à compter du troisième jour ouvrable qui suit la date d'envoi de la décision relative au recours interne ».
- » Il est proposé de remplacer l'alinéa par l'alinéa suivant :
« L'élève qui conteste la décision de refus ou la décision prise à la suite du recours interne peut, pour autant que la procédure de recours interne soit épuisée, introduire un recours externe par pli recommandé à l'Administration, avec copie au chef d'établissement [...] Ce recours est introduit dans un délai de sept jours à compter du troisième jour ouvrable qui suit la date d'envoi de la décision relative au recours interne ».

02. 7.6.2 / Objectifs :

- » Le commentaire des articles précise que, « depuis la création de la Commission de recours pour l'enseignement de promotion sociale, celle-ci a toujours considéré que lorsque le recours externe était

recevable et fondé, elle pouvait soit annuler la décision de refus irrégulière, soit annuler la décision sur recours interne irrégulière. Or, à la suite d'un recours devant ladite Commission, elle a pris conscience que sa compétence à annuler une décision de refus irrégulière pourrait être remise en question en raison d'une ambiguïté dans la formulation des articles 123ter et 123quater du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale ».

- » D'après le commentaire, « il serait contraire à l'intérêt des étudiants de changer sa jurisprudence et de limiter ses compétences à l'annulation de la décision sur recours interne. C'est pourquoi, en date du 19 janvier 2021, la Commission a décidé à l'unanimité qu'il soit proposé de modifier les articles 123ter et 123quater du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale afin de conserver et de consolider sa jurisprudence constante.
- » Enfin, « par rapport à l'ancienne formulation, la phrase « L'Administration transmet immédiatement le recours au Président de la Commission de recours » n'est plus reprise, dès lors que le Président de la Commission n'est autre que le fonctionnaire général ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions ».

02. 7.6.3 / Avis de l'ARES :

» L'ARES propose d'émettre un avis **positif** sur l'article.

02. 7.7 / ARTICLE 31 DU PROJET DE DÉCRET : ARTICLE 123QUATER DU DÉCRET :

02. 7.7.1 / Modifications :

- » L'article 123quater du décret est actuellement libellé comme suit :
 - « Article 123quater. - § 1er. Il est créé une Commission de recours pour l'enseignement de promotion sociale.
 - [...]
 - ~~[Elle dispose d'un pouvoir d'annulation de la décision du conseil des études ou du jury d'épreuve intégrée. Les décisions sont prises à la majorité des deux tiers des voix exprimées. Si cette majorité n'est pas atteinte, le recours est rejeté]~~
 - [...]
 - § 2. ~~[Cette commission est composée de six membres effectifs et de douze membres suppléants : le Président du Conseil de coordination pour l'Enseignement organisé par la Communauté française, un représentant par organisation représentative des pouvoirs organisateurs pour l'enseignement subventionné, l'administrateur pédagogique de l'enseignement de promotion sociale et un membre de l'Administration ou leurs suppléants respectifs. Elle est présidée par le fonctionnaire général ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions ou son délégué. Elle ne siège valablement que si elle est composée de six membres effectifs ou suppléants].~~
 - [...]
 - ~~[Le Gouvernement nomme sur proposition du Conseil de coordination pour l'enseignement organisé par la Communauté française et sur proposition des réseaux pour l'enseignement subventionné les membres de la commission. Celle-ci se dote d'un règlement d'ordre intérieur dans les six mois à dater de sa constitution. Il est approuvé par le Gouvernement de la Communauté française. Les mandats sont d'une durée de quatre ans renouvelables]~~

[...] ».

» Au sein de l'article, il est proposé de :

» Remplacer le § 1^{er}, alinéa 2 par l'alinéa suivant : « Elle dispose d'un pouvoir d'annulation de la décision de refus et de la décision prise à la suite du recours interne du conseil des études ou du jury d'épreuve intégrée. Les décisions sont prises à la majorité des deux tiers des voix exprimées. Si cette majorité n'est pas atteinte, le recours est rejeté » ;

» De remplacer le § 2, alinéa 1^{er} par l'alinéa suivant : « Cette commission est composée de six membres effectifs et de douze membres suppléants, nommés par le Gouvernement :

1° le fonctionnaire général ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions ou son délégué et deux représentants suppléants désignés par ce fonctionnaire général ;

2° un représentant effectif et deux représentants suppléants désignés par chaque organisation représentative des pouvoirs organisateurs pour l'enseignement organisé ou subventionné ;

3° le fonctionnaire général dirigeant le Service général de l'Inspection de l'Administration générale de l'Enseignement ou son délégué et deux représentants suppléants désignés par ce fonctionnaire général.

Elle est présidée par le fonctionnaire général ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions ou son délégué. Elle ne siège valablement que si elle est composée de six membres effectifs ou suppléants. Les mandats sont d'une durée de quatre ans renouvelables » ;

» De remplacer le § 2, alinéa 4 par l'alinéa suivant : « La commission se dote d'un règlement d'ordre intérieur dans les six mois à dater de sa constitution. Il est approuvé par le Gouvernement de la Communauté française ».

02. 7.7.2 / Objectifs :

» Le commentaire des articles précise que la modification envisagée « se justifie par le besoin de renforcer la sécurité juridique entourant les compétences de la commission des recours tel que développé à l'article précédent.

» L'objectif est également « de mettre les titres et fonctions désignés dans cette disposition en adéquation d'une part, avec les modifications apportées par l'article 2, § 1^{er}, du décret spécial du 7 février 2019 portant création de l'organisme public chargé de la fonction de Pouvoir organisateur de l'Enseignement organisé par la Communauté française qui crée, auprès du Gouvernement, un organisme public doté de la personnalité juridique, sous la dénomination « Wallonie Bruxelles Enseignement » et d'autre part, avec l'organigramme actuel de l'Administration Générale de l'Enseignement du Ministère de la Communauté française. Enfin, il est proposé de supprimer une partie de l'alinéa 4 du paragraphe, car il s'agit d'une redondance avec la modification apportée à l'article 123quater, § 2, alinéa 1^{er} ».

02. 7.7.3 / Avis de l'ARES :

» L'ARES propose d'émettre un avis positif sur l'article.

02. 7.8 / ARTICLE 32 DU PROJET DE DÉCRET : ARTICLE 136 DU DÉCRET :

02. 7.8.1 / Modifications :

- » L'article 136 du décret est actuellement libellé comme suit :

~~« Article 136. – [A l'exception des sections de l'enseignement supérieur de promotion sociale et des unités d'enseignement de l'enseignement supérieur de promotion sociale conduisant à l'octroi de crédits qui sont du ressort de l'«ARES», les sections et unités d'enseignement de l'enseignement de promotion sociale de régime 1, proposées à la programmation par les pouvoirs organisateurs et pour lesquelles il n'existe pas encore de dossiers de référence approuvés par l'Exécutif sur avis conforme du Conseil général sont approuvées sur base de dossiers de référence établis par leur réseau d'enseignement].~~

~~L'Exécutif approuve à titre provisoire ces sections et unités d'enseignement à condition que les dossiers des membres du personnel enseignant mis en disponibilité par défaut d'emploi soient soumis à la commission de réaffectation.~~

~~Lorsque ces sections et unités d'enseignement ont été approuvées par le Gouvernement, les pouvoirs organisateurs transforment les structures existantes concernées au plus tard le 1er janvier de la seconde année civile qui suit la date d'approbation, sur la base d'une liste des sections ou unités d'enseignement que ces structures remplacent.~~

~~La section ou l'unité d'enseignement approuvée peut être admise aux subventions ».~~

- » Il est proposé de modifier la disposition, comme suit :

- » L'alinéa 1er est remplacé par ce qui suit : « Les sections et unités d'enseignement de l'enseignement de promotion sociale proposées à la programmation par les pouvoirs organisateurs et pour lesquelles il n'existe pas encore de dossiers de référence approuvés par le Gouvernement sur avis conforme du Conseil général sont approuvées sur la base de dossiers de référence établis par leur réseau d'enseignement. »,

- » Un alinéa nouveau est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2, rédigé comme suit : « La conformité aux critères d'organisation, d'accès, de contenu et de qualité aux études menant à des grades académiques des sections de l'enseignement supérieur de promotion sociale et des unités d'enseignement de l'enseignement supérieur de promotion sociale conduisant à l'octroi d'au moins 10 crédits ou à la délivrance d'un titre ou d'un certificat est attestée par l'ARES ».

02. 7.8.2 / Objectifs :

- » Le commentaire des articles précise que la modification envisagée a pour but de permettre « que les unités d'enseignement « réseau » relevant de l'enseignement supérieur de promotion sociale de moins de dix crédits ne soient plus soumises à l'agrément de l'ARES. Actuellement, seul l'enseignement supérieur de promotion sociale doit procéder à l'agrément de ses unités de formation continue de moins de dix crédits E.C.T.S. et qui ne conduisent pas à la délivrance d'un certificat. La procédure d'agrément par l'ARES allonge les délais d'approbation et d'organisation des unités d'enseignement concernées et complexifie la gestion administrative ».

02. 7.8.3 / Avis de l'ARES :

- » L'ARES propose d'émettre un avis **positif** sur l'article.

02. 7.9 / ARTICLE 33 DU PROJET DE DÉCRET : ARTICLE 137SEXIES DU DÉCRET:

02. 7.9.1 / Modifications :

- » L'article 137sexies du décret est actuellement libellé comme suit :
« Article 137sexies. - La déduction visée à l'article 87bis, §§ 2 et 3, du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale n'est pas applicable aux mises en disponibilité ou aux pertes partielles de charge qui découlent de l'application de l'article 88, § 2, du décret 7 novembre 2013 précité. Le Gouvernement détermine les mesures compensatoires aux mises en disponibilité ou aux pertes partielles de charge précitées. Le Gouvernement fixe les modalités pratiques de mise en oeuvre de ces mesures ».
- » Il est proposé de modifier l'article, en remplaçant les mots « l'article 88, § 2, du décret 7 novembre 2013 » par les mots « l'article 88, § 2bis, du décret 7 novembre 2013 ».

02. 7.9.2 / Objectifs :

- » Le commentaire des articles précise que la modification envisagée a pour but « d'actualiser la référence à l'article 88 du décret « paysage » afin de tenir compte des modifications qui y ont été apportées par l'article 6 du décret du 12 novembre 2020 portant diverses dispositions en matière d'enseignement supérieur et d'enseignement de la promotion sociale ».
- » Il s'agit d'une modification technique.

02. 7.9.3 / Avis de l'ARES :

» L'ARES propose d'émettre un avis positif sur l'article.

02. 7.10 / ARTICLE 34 DU PROJET DE DÉCRET : ARTICLE 138 DU DÉCRET :

02. 7.10.1 / Modifications :

- » L'article 138 du décret est actuellement libellé comme suit :
« Article 138. - Les sections de l'enseignement de promotion sociale de régime 2 organisées dans des catégories antérieures à celles fixées par les lois sur l'enseignement technique, coordonnées le 30 avril 1957, doivent être organisées selon le régime 1 de l'enseignement de promotion sociale au plus tard le premier jour de la deuxième année civile qui suivra la date d'entrée en vigueur du présent décret, sous peine d'être supprimées à cette date ».
- » Il est proposé d'abroger l'article.

02. 7.10.2 / Objectifs :

- » Le commentaire des articles précise que la disposition n'est plus pertinente, car le régime 2 n'existe plus (cfr. *supra*, art. 25 en projet).

02. 7.10.3 / Avis de l'ARES :

» L'ARES propose d'émettre un avis **positif** sur l'article.

02.8 / DISPOSITIONS MODIFIANT LE DÉCRET DU 30 JUIN 2016¹¹ - INCLUSION EN PROMOTION SOCIALE

02. 8.1 / ARTICLE 35 DU PROJET DE DÉCRET : ARTICLE 7 DU DÉCRET :

02. 8.1.1 / Modifications :

» L'article 7 du décret du 30 juin 2016 est actuellement libellé comme suit :

~~« Article 7. - § 1^{er}. Un aménagement raisonnable peut être matériel ou immatériel, pédagogique ou organisationnel. Il ne remet pas en cause les acquis d'apprentissage définis dans les dossiers pédagogiques, mais porte sur la manière d'y accéder et de les évaluer.~~

~~§ 2. L'étudiant en situation de handicap, lorsqu'il sollicite un ou plusieurs aménagements raisonnables, fournit un des documents suivants à l'appui de sa demande:~~

~~1° un document probant, c'est-à-dire toute preuve ou attestation délivrée par une administration publique compétente ou toute décision judiciaire reconnaissant un handicap, une invalidité, une maladie professionnelle, un accident de travail ou de droit commun ayant entraîné une incapacité permanente. Ces preuves et attestations sont établies par écrit ou sous toute autre forme imposée par l'organe chargé de les délivrer;~~

~~2° un rapport d'un spécialiste du domaine médical ou paramédical concerné ou d'une équipe pluridisciplinaire qui permettra d'appréhender les aménagements raisonnables susceptibles d'être mis en oeuvre, lorsque l'étudiant fait état de besoins spécifiques en raison d'un handicap, d'une pathologie invalidante ou de troubles d'apprentissage. Ce rapport date de moins d'un an au moment de la demande».~~

» Il est proposé d'apporter les modifications suivantes à la disposition :

» Le § 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

~~« § 1^{er}. Un aménagement raisonnable peut être matériel ou pédagogique. Il ne remet pas en cause les acquis d'apprentissage définis dans les dossiers pédagogiques, mais porte sur la manière d'y accéder et de les évaluer »,~~

» Au sein du § 2, 2°, les mots « *Ce rapport date de moins d'un an au moment de la demande.* » sont remplacés par « *Ce rapport date de moins de cinq ans au moment de la première demande d'aménagements raisonnables. Il ne doit pas être renouvelé pour chaque année scolaire, sauf en cas d'évolution dans la situation médicale de l'étudiant, nécessitant une modification des aménagements demandés* ».

02. 8.1.2 / Objectifs :

» Le commentaire des articles précise que les modifications envisagées poursuivent deux buts

» Premièrement, la version actuelle du § 1^{er} de l'article 7 du décret du 30 juin 2016 prévoit quatre catégories d'aménagements raisonnables : matériels, immatériels, pédagogiques et organisationnels.

¹¹ Décret du 30 juin 2016 relatif à l'enseignement de promotion sociale inclusif, M.B., 26 octobre 2016.

Lors de la récolte des données anonymisées prévues à l'article 10, § 2 du décret précité, le service de l'inspection de l'enseignement de promotion sociale et de l'enseignement à distance a souligné la difficulté, pour les établissements de classer les différents aménagements raisonnables demandés dans une des quatre catégories prévues par le décret, certains pouvant en effet être classés dans plusieurs catégories. *De facto*, la catégorisation des aménagements raisonnables variait selon les établissements, rendant l'analyse qualitative des données plus complexe. Suite à cette observation, le groupe de travail de la Commission de l'enseignement de promotion sociale inclusif a proposé à ladite commission de réduire cette classification à deux catégories : les aménagements matériels et les aménagements pédagogiques. Une circulaire à destination des établissements de promotion sociale définira clairement ce qui est entendu par « *aménagements matériels* » et « *aménagements pédagogiques* ». Cette modification permet également **d'aligner le dispositif inclusif de l'enseignement de promotion sociale avec celui de l'enseignement supérieur puisque l'article 2, b) du décret du 30 janvier 2014 relatif à l'enseignement supérieur inclusif pour les étudiants en situation de handicap** prévoit que : « *Sans préjudice des dispositions existantes, le présent décret a pour objet : a) (...). b) de prévoir des mesures et des ressources destinées à répondre à la demande des étudiants bénéficiaires en organisant la mise en place des aménagements raisonnables matériels et pédagogiques tendant à rencontrer les difficultés, liées à leur situation, qu'ils éprouvent dans leur vie d'étudiants* ».

- » La seconde modification concerne le 2° du paragraphe 2, qui prévoit actuellement que « *ce rapport date de moins d'un an au moment de la demande* », ce qui constitue un **réel frein** pour les étudiants concernés, notamment lorsqu'il s'agit d'un public précarisé et fragilisé. Consulter un spécialiste peut se révéler coûteux et il n'y a pas de valeur ajoutée à ce que cette consultation soit récente ni renouvelée pour chaque année scolaire lorsque le handicap pour lequel les aménagements raisonnables sont demandés n'est pas évolutif. Cette exigence n'est donc pas proportionnée et impose une charge trop importante pour l'étudiant en situation de handicap.

02. 8.1.3 / Avis de l'ARES :

» L'ARES propose d'émettre un avis **positif** sur l'article.

02. 8.2 / ARTICLES 36 ET 37 DU PROJET DE DÉCRET : ARTICLES 11 ET 12 DU DÉCRET :

02. 8.2.1 / Modifications :

- » Les articles 11 et 12, alinéa 1^{er} du décret sont actuellement libellés comme suit :
« *Article 11. - Il est créé une Commission de l'Enseignement de promotion sociale inclusif. Elle est accueillie au sein de la Direction générale de l'enseignement non obligatoire et de la recherche scientifique.*
Ses missions sont les suivantes:
1° *faire rapport au Gouvernement et au Parlement, conformément à l'article 10;*
2° *accueillir les recours des étudiants en situation de handicap dont la demande d'aménagements a été rejetée et se prononcer sur la recevabilité de la requête et sur le caractère raisonnable des aménagements conformément à la procédure fixée à la section VIII du chapitre II du présent décret;*

3° constituer un lieu de documentation, de réflexion et de recueil de bonnes pratiques en vue de leur diffusion auprès des établissements;

4° nouer un dialogue régulier avec la Commission de l'Enseignement supérieur inclusif instituée par l'article 23 du décret du 30 janvier 2014 relatif à l'enseignement supérieur inclusif pour les étudiants en situation de handicap afin de favoriser les réflexions communes et les échanges d'informations ».

« Article 12. - La Commission de l'Enseignement de promotion sociale inclusif est composée de la manière suivante:

1° un représentant de la Direction générale de l'enseignement non obligatoire et de la recherche scientifique qui en assure la présidence;

2° un représentant de la Direction de l'Égalité des chances du Ministère de la Communauté française;

3° un représentant du Service de l'Inspection de l'Enseignement de promotion sociale et de l'Enseignement à distance du Ministère de la Communauté française;

4° un représentant du Centre interfédéral pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme et les discriminations;

5° un représentant de chacun des réseaux d'enseignement de promotion sociale ».

- » Il est proposé de remplacer au sein des deux articles, les mots « la Direction générale de l'enseignement non obligatoire et de la recherche scientifique » par les mots « l'administration en charge de l'enseignement de promotion sociale ».

02. 8.2.2 / Objectifs :

- » Le commentaire des articles précise que les modifications envisagées ont pour but « de faire correspondre le texte du décret avec la dénomination actuelle de la Direction générale de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement tout au long de la vie et de la Recherche scientifique dans l'organigramme du Ministère ».

02. 8.2.3 / Avis de l'ARES :

» L'ARES propose d'émettre un avis **positif** sur l'article.

02.9 / DISPOSITIONS MODIFIANT LE DÉCRET DU 17 JUILLET 2013¹² – FINANCEMENT DE LA RECHERCHE PAR LE F.N.R.S.

02. 9.1 / ARTICLE 38 DU PROJET DE DÉCRET : ARTICLE 6 DU DÉCRET :

02. 9.1.1 / Modifications :

- » L'article 6 du décret du 17 juillet 2013 est actuellement libellé comme suit :
« Article 6. - § 1er. Le F.R.S. - FNRS octroie des bourses doctorales, des mandats postdoctoraux à durée déterminée et des mandats postdoctoraux à durée indéterminée. La sélection des projets à financer est effectuée sur la base du classement réalisé par des commissions scientifiques, lesquelles évaluent notamment les qualités du candidat (le parcours académique, l'expérience professionnelle et les

¹² Décret du 17 juillet 2013 relatif au financement de la Recherche par le Fonds national de la Recherche scientifique, M.B., 20 août 2013.

publications), les qualités du projet (l'originalité, la faisabilité et la méthodologie de la recherche) et l'environnement de recherche.

Le conseil d'administration du F.R.S. - FNRS arrête le règlement relatif à l'octroi des bourses et des mandats.

§ 2. [Le candidat à une bourse doctorale doit être titulaire d'un grade académique de master, **ou bénéficiaire d'une décision d'équivalence**, donnant accès aux études de 3^e cycle. L'étudiant accomplissant la dernière année des études menant à ces grades peut également se porter candidat à une bourse doctorale. La bourse doctorale est de deux ans. Elle peut être renouvelée pour une période n'excédant pas deux ans.]

[Par dérogation à l'alinéa précédent, le F.R.S. - FNRS octroie des bourses doctorales d'une durée d'un an aux enseignants de l'enseignement secondaire, diplômés universitaires de la Communauté française bénéficiant de la stabilité d'emploi et pouvant obtenir une mise en disponibilité d'un an avec certitude de réintégrer leur poste à la fin de ce congé, afin de leur permettre d'achever un travail de recherches en vue de l'obtention d'un titre de Docteur dans l'une des institutions universitaires de la Communauté française].

Par dérogation à l'alinéa premier, le F.R.S. - FNRS octroie des mandats mi-temps de vétérinaire clinicien-chercheur doctorant [aux titulaires d'un grade académique de médecin vétérinaire poursuivant une activité hospitalière à mi-temps]. [Ces mandats sont octroyés pour une durée de deux ans, renouvelable une fois].

[Par dérogation à l'alinéa premier, le F.R.S. - FNRS octroie des mandats mi-temps de candidat spécialiste doctorant aux titulaires d'un grade académique de médecin poursuivant, tout en assurant la continuité d'une activité hospitalière à mi-temps dans le cadre de sa formation clinique, des études conduisant à l'obtention du diplôme de docteur en sciences médicales ou en sciences biomédicales et pharmaceutiques et entreprenant simultanément un master complémentaire ou une spécialisation. Ces mandats sont octroyés pour une durée de deux ans, renouvelable trois fois.]

[Par dérogation à l'alinéa premier, le F.R.S. - FNRS octroie des mandats mi-temps de spécialiste doctorant aux titulaires d'un grade académique de médecin poursuivant, tout en assurant la continuité d'une activité hospitalière à mi-temps, des études conduisant à l'obtention du diplôme de docteur en sciences médicales ou en sciences biomédicales et pharmaceutiques. Ces mandats sont octroyés pour une durée de deux ans, renouvelable une fois].

§ 3. Le candidat à un mandat de chercheur de niveau postdoctoral à durée déterminée doit être titulaire du grade académique de docteur [depuis au maximum cinq ans], obtenu après soutenance d'une thèse, délivré par une institution universitaire. [Les mandats sont octroyés pour une durée de trois ans. Ils peuvent être prolongés d'une année].

Par dérogation à l'alinéa précédent [les mandats] mi-temps de spécialiste post-doctorant [n'est accessible qu'au titulaire du] grade académique de médecin qui bénéficie d'un diplôme de spécialisation médicale et du grade de docteur depuis au maximum cinq ans obtenu après soutenance d'une thèse.

Ces mandats sont octroyés pour une durée de deux ans, renouvelable trois fois.

§ 4. Le candidat à un mandat de chercheur de niveau postdoctoral à durée indéterminée doit être titulaire du grade académique de docteur, obtenu après soutenance d'une thèse, délivré par une institution universitaire ».

- » Il est proposé d'apporter à la disposition, les modifications suivantes :
- » Au § 1^{er}, les mots « le parcours académique, l'expérience professionnelle et les publications » et les mots « l'originalité, la faisabilité et la méthodologie de la recherche » sont abrogés ;

- » Au § 2, l'alinéa 1er est remplacé par ce qui suit : « *Le candidat à une bourse doctorale doit être titulaire d'un grade académique de master donnant accès aux études de 3e cycle. L'étudiant accomplissant la dernière année des études menant à ces grades peut également se porter candidat à une bourse doctorale. La bourse doctorale est octroyée pour une durée maximale de six ans. Elle peut être renouvelée* » ;
- » Au § 2, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit : « *Par dérogation à l'alinéa précédent, le F.R.S. - FNRS octroie des bourses doctorales d'une durée maximale de six ans aux enseignants de l'enseignement secondaire afin de leur permettre d'achever un travail de recherches* » ;
- » Au § 2, la première phrase de l'alinéa 3 est complétée par les mots « *aux titulaires d'un grade académique de médecin vétérinaire poursuivant une activité hospitalière à mi-temps* ».
- » Au § 2, alinéa 3, la phrase « *Ces mandats sont octroyés pour une durée de deux ans, renouvelable une fois.* » est remplacée par la phrase « *Ces mandats sont octroyés pour une durée maximale de six ans.* » ;
- » Au § 2, l'alinéa 4 est remplacé par ce qui suit : « *Par dérogation à l'alinéa premier, le F.R.S. - FNRS octroie des mandats mi-temps de candidat spécialiste doctorant aux titulaires d'un grade académique de médecin poursuivant une activité hospitalière à mi-temps. Ces mandats sont octroyés pour une durée maximale de six ans* » ;
- » Au § 2, l'alinéa 5 est remplacé par ce qui suit : « *Par dérogation à l'alinéa premier, le F.R.S. - FNRS octroie des mandats mi-temps de spécialiste doctorant aux titulaires d'un grade académique de médecin qui bénéficient d'un diplôme de spécialisation médicale une activité hospitalière à mi-temps. Ces mandats sont octroyés pour une durée maximale de six ans* » ;
- » Au § 3, les modifications suivantes sont apportées :
 - » A l'alinéa 1^{er}, les mots « *depuis au maximum cinq ans* » sont abrogés ;
 - » Au même alinéa, la phrase « *Les mandats sont octroyés pour une durée de trois ans. Ils peuvent être prolongés d'une année.* » est remplacée par la phrase « *Les mandats sont octroyés pour une durée maximale de huit ans.* » ;
 - » A l'alinéa 2, les mots « *les mandats* » sont remplacés par les mots « *le F.R.S.-F.N.R.S. octroie des mandats* » ;
 - » Au même alinéa, les mots « *n'est accessible qu'au titulaire du* » sont remplacés par les mots « *aux titulaires d'un* » ;
 - » Au même alinéa, le mot « *bénéficie* » est remplacé par le mot « *bénéficient* » ;
 - » Au même alinéa, les mots « *poursuivant une activité hospitalière à mi-temps* » sont insérés entre les mots « *spécialisation médicale* » et les mots « *et du grade de docteur* » ;
 - » Au même alinéa, les mots « *et du grade de docteur depuis au maximum cinq ans obtenu après soutenance d'une thèse* », ainsi que la phrase ;
 - » Au même alinéa, les mots « *Ces mandats sont octroyés pour une durée de deux ans, renouvelable trois fois.* » sont remplacés par les mots « *Ces mandats sont octroyés pour une durée maximale de huit ans.* ».

02. 9.1.2/ Objectifs :

- » Le commentaire des articles précise que les modifications envisagées ont pour buts de :
 - » supprimer les *détails* relatifs aux critères d'évaluation, ceux-ci pouvant différer d'un instrument à l'autre ;

- » supprimer la référence à *l'équivalence* dans les conditions d'admissibilité. En effet, l'étudiant futur diplômé étranger ne peut pas postuler étant donné que l'université d'accueil n'est pas en mesure à ce stade d'établir une attestation d'accès au doctorat, condition nécessaire pour postuler ;
- » Revoir le *régime* permettant l'accès au doctorat à des enseignants du secondaire afin d'y apporter davantage de clarté et de souplesse, malgré le faible nombre de candidats ;
- » harmoniser les mandats pour les cliniciens. Désormais, ces mandats seront octroyés sur la base d'un mi-temps. Un diplôme de médecine et la poursuite d'une activité clinique seront requis pour tous les mandats. Les modalités relatives à la durée des mandats et leur renouvellement sont harmonisées sur base d'une durée maximale de six ans afin d'offrir davantage de souplesse au F.R.S.-F.N.R.S. et aux doctorants.

02. 9.1.3 / Avis de l'ARES :

- » **Sur cette disposition – comme sur les articles 39 à 42 du projet de décret – la Chambre des universités remet un avis négatif, estimant notamment que le FNRS devrait pouvoir être consulté afin de remettre un avis suffisamment étayé sur l'ensemble des dispositions. Les dispositions doivent être revues, d'une part, en consultation avec le FNRS et, d'autre part, afin de les rendre plus claires et exactes.**
- » **D'un point de vue légistique :**
 - » S'agissant de la modification apportée au § 1^{er}, il conviendrait d'inclure les parenthèses dans l'abrogation visée ;
 - » Dans un souci de lisibilité, il pourrait être proposé de remplacer purement et simplement l'alinéa 3 du § 2 de l'article par un alinéa reprenant l'ensemble des corrections apportées par le littera 9° de la disposition en projet ;
 - » La modification envisagée par le littera 9°, g) semble ne pas être complète : « *Au même alinéa, les mots « et du grade de docteur depuis au maximum cinq ans obtenu après soutenance d'une thèse », ainsi que la phrase ;* ».
- » **Concernant plus précisément l'article en projet, il est à tout le moins demandé :**
 - » de ne pas étendre les bourses doctorales à six ans (2°, 3°, 5°, 6° et 7°) et les bourses postdoctorales à huit ans (9°) : cela pourrait causer une diminution de l'attractivité, notamment pour des raisons fiscales et financières. De plus, il est souhaité qu'une réflexion sur la circulaire fiscale soit envisagée. Il est demandé que ces dispositions de prolongation de mandats se restreignent au contexte de la crise sanitaire du COVID-19 ;
 - » à l'article 38, 1°, le texte abroge les mots « *parcours académique, expérience professionnelle et publications, ainsi que originalité, faisabilité et méthodologie* ». Si ces critères disparaissent, sur quelle base les évaluations seront-elles faites ? Le risque n'est-il pas que chaque commission scientifique du FNRS développe ses propres critères (et les adapte d'une année à l'autre...), rendant les classements et comparaisons des résultats entre les commissions complètement caduques ? Ne faudrait-il pas plutôt uniformiser les critères de façon précise pour tous les appels ?
 - » à l'article 38, 2°, il est suggéré, d'insérer les mots « *ou bénéficiaire d'une décision d'équivalence* » après les mots « *titulaire d'un grade académique de master donnant accès aux études de 3^e cycle* ». En effet, pourquoi supprimer cette exigence ? Si elle est un peu contraignante, elle permet de s'assurer que la personne dispose bien d'un diplôme équivalent et évite que certains ne travaillent à un dossier de candidature sans être éligible (par ex. cas du détenteur d'un diplôme de Master 60, insuffisant...).

Il peut également être suggéré de faire référence à l'article 115 du décret Paysage qui définit les grades donnant accès aux études de troisième cycle.

- » S'agissant de l'article 38, 3°, il convient de remplacer les mots « *afin de leur permettre d'achever un travail de recherches* » par les mots « *en vue d'obtenir le titre de Docteur* ».
- » S'agissant de l'article 38, 6°, il est fait remarquer que les mandats de candidat spécialiste doctorant, qui permettent de faire une thèse à mi-temps ont actuellement une durée de 8 ans. Le projet de décret propose une réduction de la durée du mandat à 6 ans au lieu de 8. Une telle réduction de ce mandat (qui n'a jamais été discutée au Conseil d'administration du FNRS) aurait des conséquences dommageables soit sur la capacité des doctorants de terminer la thèse dans les délais, soit sur le contenu et la qualité de la formation doctorale. Par ailleurs, il faut préciser que ces mandats s'adressent aux titulaires d'un grade académique de médecin poursuivant une activité hospitalière à mi-temps, tout en réalisant des études conduisant à l'obtention du diplôme de docteur dans un des domaines de la santé.
- » S'agissant de l'article 38, 7°, les mêmes remarques que celles émises pour art 38 6° s'appliquent également ici. En outre, il manque deux mots dans la phrase ... : « *Par dérogation ... d'un diplôme de spécialisation médicale [et poursuivent ?] une activité hospitalière ...* ».
- » Concernant l'article 38, 9°, g), il est demandé d'apporter des précisions, car la disposition n'est pas claire.
- » Concernant l'article 38, 9°, h), il est demandé de prendre en compte les décisions du Conseil d'administration du FNRS. En effet, la disposition en projet entre en conflit avec la décision du Conseil d'Administration du FNRS de créer le statut de clinicien-chercheur (mandats de 2 ans, renouvelable indéfiniment sur avis favorable de la commission scientifique FNRS).

» **L'ARES propose d'émettre un avis négatif sur l'article.**

02. 9.2 / ARTICLE 39 DU PROJET DE DÉCRET : ARTICLE 13 DU DÉCRET :

02. 9.2.1 / Modifications :

- » L'article 13, § 1^{er} du décret est actuellement libellé comme suit :
« Article 13. - § 1^{er}. Les bourses du FRIA sont réservées à des diplômés de l'enseignement universitaire qui se destinent à faire carrière dans la recherche, dans l'industrie ou dans l'agriculture ~~[et qui, dans ce but, poursuivent dans une institution universitaire de la Communauté française des études conduisant au doctorat].~~
Le comité de gestion arrête le règlement relatif à l'octroi des bourses de formation à la recherche dans l'industrie et dans l'agriculture.
~~Le comité de gestion transmet au Gouvernement, pour approbation, le règlement visé à l'alinéa précédent et ses modifications. Si le Gouvernement ne se prononce pas dans les trente jours suivants la réception du règlement, celui-ci est présumé approuvé.~~
[...] ».
- » Il est proposé d'apporter à la disposition les modifications suivantes :
 - » Au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, le mot « *doctorales* » est inséré entre les mots « *les bourses* » et les mots « *du FRIA* » ;

- » Au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « *et qui, dans ce but, poursuivent dans une institution universitaire de la Communauté française des études conduisant au doctorat* » sont abrogés ;
- » Au § 1^{er}, les mots « *comité de gestion* » sont chaque fois remplacés par les mots « *conseil d'administration* » ;
- » Le § 1^{er}, l'alinéa 3 est abrogé.

02. 9.2.2 / Objectifs :

- » Le commentaire des articles précise que les modifications envisagées s'inscrivent « *dans le cadre de l'harmonisation prévue à l'article [38 de l'avant-projet]* ».
- » La référence au comité de gestion est remplacée par une référence au conseil d'administration, conformément à l'arrêté du 19 décembre 2013 portant exécution du décret du 17 juillet 2013 relatif au financement de la recherche par le Fonds national de la Recherche scientifique.
- » L'alinéa 3 est supprimé, car il n'est plus d'actualité. Le règlement n'est plus transmis au Gouvernement de cette façon, désormais, cette transmission se fait via une notification. En outre, il contient une erreur, un étudiant ne pouvant pas postuler au FRIA.

02. 9.2.3 / Avis de l'ARES :

- » **Compte tenu la position précitée de la Chambre des universités, l'ARES propose d'émettre un avis négatif sur l'article.**
- » Concernant l'article 39, 2°, il est à tout le moins demandé que la modification n'ait pas lieu, étant donné l'importance, pour les institutions, de faire référence aux établissements de la Communauté française.
- » Concernant l'article 39, 3°, il n'y a qu'une seule mention de « *comité de gestion* » dans le texte non abrogé, il convient de supprimer les mots « *chaque fois* ».

02. 9.3 / ARTICLE 40 DU PROJET DE DÉCRET : ARTICLE 14 DU DÉCRET :

02. 9.3.1 / Modifications :

- » L'article 14 du décret est actuellement libellé comme suit :
« *Article 14. - Chaque candidat ne peut obtenir que deux bourses successives au maximum. La première bourse est d'une durée de vingt-sept mois. La seconde est d'une durée de vingt et un mois. Les bourses doivent - sauf cas de force majeure à apprécier par le conseil d'administration – se suivre sans discontinuité* ».
- » Il est proposé d'abroger purement et simplement la disposition.

02. 9.3.2 / Objectifs :

- » Le commentaire des articles précise que la disposition « *n'est plus pertinente en raison de l'harmonisation opérée par l'article 41 du présent [projet de] décret* ».

02. 9.3.3 / Avis de l'ARES :

» **Compte tenu la position précitée de la Chambre des universités, l'ARES propose d'émettre un avis négatif sur l'article.**

» L'article 14 du décret doit être maintenu, son abrogation ne se justifie pas.

02. 9.4 / ARTICLE 41 DU PROJET DE DÉCRET : ARTICLE 17 DU DÉCRET :

02. 9.4.1 / Modifications :

» L'article 17 du décret est actuellement libellé comme suit :

» « Article 17. - § 1er. Les bourses doctorales du FRESH sont réservées à des diplômés de l'enseignement universitaire qui se destinent à mener, à partir des outils des sciences humaines et sociales, des projets de recherche fondamentale à impact social ~~[et qui, dans ce but, poursuivent dans une université de la Communauté française ou un établissement scientifique de l'État, sous la direction d'un promoteur attaché de façon permanente à cette université ou cet établissement, des études conduisant au doctorat].~~

Le comité de gestion arrête le règlement relatif à l'octroi des bourses et des mandats du FRESH.

~~Le comité de gestion transmet au Gouvernement, pour approbation, le règlement visé à l'alinéa précédent et ses modifications. Si le Gouvernement ne se prononce pas dans les trente jours suivants la réception du règlement, celui-ci est présumé approuvé.~~

~~§ 2. Sont admis à poser leur candidature les porteurs d'un grade ou d'une décision d'équivalence donnant accès aux études de 3e cycle et relevant d'un ou plusieurs domaines suivants : philosophie, théologie, langues, lettres et traductologie, histoire, art et archéologie, art de bâtir et urbanisme, information et communication, sciences politiques et sociales, sciences juridiques et criminologie, sciences économiques et de gestion, sciences psychologiques et de l'éducation, art et sciences de l'Art. Les titulaires d'un diplôme de Master en sciences et gestion du tourisme sont également éligibles. L'étudiant accomplissant la dernière année des études menant à ces grades peut également se porter candidat à une bourse doctorale ».~~

» Il est proposé d'apporter à la disposition les modifications suivantes :

» Dans le même alinéa [sous-entendu l'alinéa 1^{er} du § 1^{er}], les mots « *et qui, dans ce but, poursuivent dans une université de la Communauté française ou un établissement scientifique de l'État, sous la direction d'un promoteur attaché de façon permanente à cette université ou cet établissement, des études conduisant au doctorat.* » sont abrogés ;

» Au § 1^{er}, l'alinéa 3 est abrogé ;

» Le § 2 est abrogé.

02. 9.4.2 / Objectifs :

» Le commentaire des articles précise que la disposition « *s'inscrit également dans le cadre de l'harmonisation procédée à l'article 41.*

» L'alinéa 3 est abrogé, car les modalités de transmission sont obsolètes.

» Le § 2 est également abrogé pour les mêmes raisons que celles mentionnées à l'article précédent.

02. 9.4.3 / Avis de l'ARES :

- » D'un point de vue légistique, dans la mesure où le paragraphe 2 de l'article est complètement abrogé, il conviendrait de supprimer la référence au § 1^{er} dans l'article en question.
- » La question se pose également de savoir pourquoi, à l'instar de l'art.39, 3°, les mots « *comité de gestion* » ne sont-ils pas remplacés par « *Conseil d'administration* » ?

» Compte tenu la position précitée de la Chambre des universités, l'ARES propose d'émettre un avis négatif sur l'article.

- » Concernant l'article 41, 1°, il est demandé que la modification n'ait pas lieu, étant donné l'importance, pour les institutions, de faire référence aux établissements de la Communauté française. De plus, les mots « *le même alinéa* » n'ont pas de sens ; il convient d'écrire « *le paragraphe 1er, premier alinéa* ».
- » Concernant l'article 41, 3°, la liste des diplômes de master requis pour pouvoir postuler au FRESH est supprimée, sans raison apparente. *A priori*, cela ouvre les FRESH aux diplômés d'un master dans n'importe quel domaine.

02. 9.5 / ARTICLE 42 DU PROJET DE DÉCRET : ARTICLE 18 DU DÉCRET :

02. 9.5.1 / Modifications :

- » L'article 18 du décret est actuellement libellé comme suit :
« *Article 18. - Chaque candidat ne peut obtenir que deux bourses successives au maximum. La première bourse est d'une durée de vingt-sept mois. La seconde est d'une durée de vingt et un mois. Les bourses doivent - sauf cas de force majeure à apprécier par le conseil d'administration – se suivre sans discontinuité* ».
- » Il est proposé d'abroger purement et simplement la disposition.

02. 9.5.2 / Objectifs :

- » Le commentaire des articles précise que la disposition en cause « *n'est plus pertinente au regard de l'harmonisation opérée* ».

02. 9.5.3 / Avis de l'ARES :

» Compte tenu de la position précitée de la Chambre des universités, l'ARES propose d'émettre un avis négatif sur l'article.

- » L'article 18 du décret doit être maintenu, son abrogation ne se justifie pas. Comment faut-il comprendre cette abrogation ? Cela signifie-t-il que des bourses FRESH n'ont plus de durée limitée ? Faut-il comprendre qu'elles peuvent être d'une durée de 6 ans par extension du nouvel article 38, § 2, al. 5 ? La disposition est, à nouveau, peu claire.

02.10 / DISPOSITIONS MODIFIANT LE DÉCRET DU 30 JANVIER 2014¹³ – FINANCEMENT DE LA RECHERCHE DANS LES UNIVERSITÉS

02. 10.1 / ARTICLE 43 DU PROJET DE DÉCRET : ARTICLE 10 DU DÉCRET :

02. 10.1.1 / Modifications :

- » L'article 10 du décret du 30 janvier 2014 est actuellement libellé comme suit :
*« Article 10. - Les actions de recherche concertées sont financées pour une durée maximale de cinq fois douze mois.
La subvention est destinée à couvrir des dépenses de personnel, d'équipement et de fonctionnement nécessaires à l'exécution du programme des recherches.
La part du financement consacrée aux dépenses de personnel durant la totalité de l'action de recherche ne sera pas inférieure à la moitié du montant total de la subvention de cette action de recherche concertée ».*
- » Il est proposé d'ajouter un nouvel alinéa 4 à la disposition, libellé comme suit :
«Le conseil de recherche peut prolonger de maximum un an le financement visé à l'alinéa 1er dans les cas visés à l'article 14, alinéa 2, et pour autant que ceux-ci aient entraîné un retard irrémédiable dans la réalisation de la thèse de doctorat. Les directeurs de thèse et le comité de soutien de thèse transmettent au préalable leur avis au conseil de la recherche ».

02. 10.1.2 / Objectifs :

- » Le commentaire des articles précise que la modification envisagée a pour but de permettre *« aux doctorants qui auraient pu justifier d'une situation problématique dans l'exécution de leur recherche, entraînant un retard irrémédiable de la thèse de doctorat, de solliciter une prolongation. Chaque demande sera évaluée par le Conseil de la recherche de chaque université. Les directeurs de thèse et le comité de soutien de thèse sont invités au préalable à transmettre leur avis sur la demande au Conseil de la recherche ».*

02. 10.1.3 / Avis de l'ARES :

- » **Sur cette disposition – comme sur l'article 44 du projet de décret – la Chambre des universités remet un avis négatif. Elle estime en effet indispensable de rendre plus claires et exactes ces dispositions, compte tenu de l'implication qu'elles pourront avoir en pratique.**
- » Cet article révisé l'article 10 du décret du 30 janvier 2014 qui fixe la durée des actions de recherche concertée à 5 fois 12 mois. Ce nouveau projet de décret autoriserait une prolongation d'un an mais lie cette autorisation à un *« retard irrémédiable de la réalisation d'une thèse de doctorat »*. Pourtant, les ARC ne financent pas uniquement la réalisation de thèses de doctorat et la prolongation demandée dans le cadre de la crise du Covid-19 concerne aussi le report d'autres types de dépenses affectées par cette crise.

» **L'ARES propose d'émettre un avis négatif sur l'article.**

¹³ Décret du 30 janvier 2014 relatif au financement de la recherche dans les universités, *M.B.*, 12 mai 2014.

- » La prolongation est-elle à budget constant ? A prendre sur l'enveloppe ARC de l'université ? Ou peut-on obtenir un financement complémentaire ?
- » *Quid des autres postes ? (post-doc dans la même situation ; frais de fonctionnement, etc.).*

02. 10.2 / ARTICLE 44 DU PROJET DE DÉCRET : ARTICLE 14 DU DÉCRET :

02. 10.2.1 / Modifications :

- » L'article 14 du décret est actuellement libellé comme suit :
 - « Article 14. - La bourse ou le mandat financés par les subventions accordées en vertu du présent décret est prorogée pour une durée égale à celle de la suspension, soit pour cause de congé de maternité, de paternité ou d'adoption, soit pour cause de congé de maladie d'une durée supérieure ou égale à un mois ».
- » Il est proposé d'ajouter un nouvel alinéa 2 à l'article, libellé comme suit :
 - « Conformément à l'article 10, alinéa 4, une prolongation peut être accordée dans les cas suivants :
 - 1° Annulation d'une mission sur le terrain ;
 - 2° Annulation d'une mission internationale ;
 - 3° Impossibilité de mener un travail de laboratoire ou collecte de données pendant une durée d'au moins trente jours ;
 - 4° Garde d'enfant de moins de douze ans lors de la fermeture des garderies et des écoles dans le contexte de la crise sanitaire ;
 - 5° Interruption de l'activité de recherche pour aider les hôpitaux ou les laboratoires dans le contexte de la crise sanitaire ».

02. 10.2.2 / Objectifs :

- » Le commentaire des articles précise que la modification envisagée complète l'article 43 du décret en projet en fixant « les cas dans lesquels une prolongation peut être sollicitée ».
- » Cet article semble ouvrir la possibilité de prolongation de mandats dans une série de situations, dont il devrait être précisé qu'elles sont liées à la crise du Covid-19 si on veut éviter d'ouvrir une boîte de Pandore ingérable.

02. 10.2.3 / Avis de l'ARES :

- » **Compte tenu la position précitée de la Chambre des universités, l'ARES propose d'émettre un avis négatif sur l'article.**
 - » À l'article 44, 5°, il est à tout le moins demandé que les mots « du COVID-19 » soient insérés après « dans le contexte de la crise sanitaire ».
 - » Les 2 derniers littéra (points 4 (garde d'enfant) et 5° (aide dans les hopitaux ou laboratoires)) mentionnent clairement qu'il s'agit de conditions existant dans le cadre d'une crise sanitaire ; les 3 premières conditions – annulation d'une mission de terrain (1°), annulation d'une mission internationale (2°), impossibilité de mener un travail de laboratoire ou collecte de données pendant 30 jours (2°) – ne font pas ce lien. S'agit-il d'une erreur légistique ? Tel quel, l'article signifie que

l'on peut prolonger le mandat dès qu'une des conditions évoquées en 1°, 2°, 3° existe, qu'on soit en période de crise sanitaire ou non.

02.11 / DISPOSITION MODIFIANT LE DÉCRET DU 19 JUILLET 2017¹⁴ – HOPITAUX UNIVERSITAIRES

02.11.1 / ARTICLE 45 DU PROJET DE DÉCRET : ARTICLE 18 DU DÉCRET :

02.11.1.1 / Modifications :

- » L'article 18, § 2 du décret du 19 juillet 2017 est actuellement libellé comme suit :

« [...] »

§ 2. Le Gouvernement détermine le contenu et les modalités de transmission des programmes d'investissement des hôpitaux qui demandent l'intégration dans le calcul des parties du prix d'hébergement visées au paragraphe 1er. Il fixe, sur proposition du Ministre qui a les hôpitaux universitaires dans ses attributions les critères de sélection prioritaires pour l'introduction de programmes d'investissement dans les plans de construction.

Pour l'introduction des plans de construction, le Gouvernement peut tenir compte d'un indice de vétusté des bâtiments et des montants déjà pris en charge par les autorités publiques.

Par vétusté, il faut entendre l'état d'usure ou de détérioration résultant du temps ou de l'usage normal des matériaux et éléments d'équipement dont est constitué l'hôpital.

Par indice de vétusté, il faut entendre le rapport entre la valeur comptable résiduelle et la valeur comptable d'acquisition.

Les programmes d'investissements répondent aux prescrits de la loi sur les hôpitaux.

Le plan de construction et les critères de priorités sont mis à jour tous les cinq ans ».

- » Il est proposé d'ajouter à l'article 18, § 2, un nouvel alinéa 7, rédigé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 6, sur la base d'une demande motivée de l'hôpital concerné, le Gouvernement peut accepter des modifications du plan de construction arrêté conformément à l'alinéa 1er, pour autant que :

1° la demande de modification de plan intervienne durant la troisième année d'application de ce dernier;

2° les modifications demandées respectent les modalités fixées par le Gouvernement en application du paragraphe 3 ;

3° les modifications proposées ne peuvent en aucun cas augmenter le nombre de m² admissible, approuvé initialement, pour une année donnée, à moins que cette augmentation ne soit compensée par une diminution des m² sur les années précédentes.

Le Gouvernement fixe les modalités relatives à l'introduction d'une demande de modification du plan de construction ».

¹⁴ Décret du 19 juillet 2017 relatif au prix d'hébergement et au financement de certains appareillages des services médico-techniques lourds en hôpital universitaire, M.B., 31 août 2017.

02. 11.1.2 / Objectifs :

- » Le commentaire des articles précise que la modification envisagée a pour but d'introduire « *la possibilité pour les hôpitaux universitaires de solliciter la modification du plan de construction approuvé par le Gouvernement. Cette demande doit être introduite au cours de la 3ème année du plan quinquennal* ».

02. 11.1.3 / Avis de l'ARES :

- » D'un point de vue légistique, afin d'assurer la lisibilité de la disposition qui contient déjà six alinéas, de transformer l'alinéa 7 en projet en un § 2bis dont les premiers mots seront rédigés comme suit : « *Par dérogation au § 2, alinéa 6 du présent article, [...]* ».

» L'ARES propose d'émettre un avis positif sur l'article.

02.12 / DISPOSITION MODIFIANT LE DÉCRET DU 5 JUIN 2008¹⁵ – CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION AUX MÉDIAS

02. 12.1 / ARTICLE 46 DU PROJET DE DÉCRET : ARTICLE 23 DU DÉCRET :

02. 12.1.1 / Modifications :

- » L'article 23, § 1^{er}, alinéa 1er du décret du 5 juin 2008 est actuellement libellé comme suit :
« *Article 23. - § 1er. Chaque Centre de ressources a pour mission de concevoir, de promouvoir, et d'encadrer des initiatives, actions, expériences, outils pédagogiques, recherches ou évaluations menés ou réalisés en matière d'éducation aux médias en Communauté française, principalement à destination des établissements scolaires de l'enseignement fondamental et secondaire ordinaires et spécialisés, organisés ou subventionnés par la Communauté française, de leurs équipes pédagogiques et de leurs élèves et étudiants*
[...] ».
- » Il est proposé de modifier l'article 1^{er}, alinéa 1^{er} en insérant les mots « *de l'enseignement supérieur* » entre les mots « *et spécialisés* » et les mots « *, organisés ou subventionnés* ».

02. 12.1.2 / Objectifs :

- » Le commentaire des articles précise que la modification envisagée a pour but « *corriger l'oubli du niveau de l'enseignement supérieur dans le décret de l'éducation aux médias* ».

02. 12.1.3 / Avis de l'ARES :

» L'ARES propose d'émettre un avis positif sur l'article.

¹⁵ Décret du 5 juin 2008 portant création du Conseil supérieur de l'Éducation aux Médias et assurant le développement d'initiatives et de moyens particuliers en la matière en Communauté française, *M.B.*, 15 octobre 2008.

02.13 / DISPOSITIONS AUTONOMES

02. 13.1 / ARTICLE 47 DU PROJET DE DÉCRET : ARTICLE 106 DU DÉCRET PAYSAGE :

02. 13.1.1 / Modifications :

- » L'article 106, alinéa 2 du décret est actuellement libellé comme suit :
« Pour le quinze juin de l'année académique au plus tard, les Commissaires et Délégués du Gouvernement valident et transmettent à l'ARES la liste des demandes d'inscription refusées au sens de l'article 96 avec le motif de refus, des fraudes à l'inscription, des exclusions pour fraude aux évaluations, des inscriptions et demandes d'admission prises en considération et des inscriptions régulières, des réorientations et des allègements pour l'année académique en cours, ainsi que les corrections à apporter à la liste de l'année académique précédente et les crédits acquis par les étudiants régulièrement inscrits durant cette année académique et grades académiques qui leur ont éventuellement été délivrés ».
- » La disposition en projet prévoit une dérogation ponctuelle à cette disposition, s'agissant de l'année académique 2021 :
« Par dérogation à l'article 106, alinéa 2, du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, pour l'année académique 2020-2021, les commissaires et délégués du Gouvernement valident et transmettent à l'Académie de recherche et d'enseignement supérieur les rapports de populations étudiantes visés par cette même disposition pour le 15 juillet 2021 au plus tard ».

02. 13.1.2 / Objectifs :

- » Le commentaire des articles précise que la modification envisagée a pour but de permettre « aux commissaires et délégués du Gouvernement de valider et transmettre à l'Académie de recherche et d'enseignement supérieur (ARES) les rapports de populations étudiantes pour le 15 juillet 2021 au plus tard, eu égard au contexte de crise sanitaire qui a retardé un certain nombre d'opérations préalables à ce contrôle ».

02. 13.1.3 / Avis de l'ARES :

» L'ARES propose d'émettre un avis **positif** sur l'article.

02. 13.2 / ARTICLE 48 DU PROJET DE DÉCRET : PROLONGATION DES STAGES ET ÉVALUATIONS DES ÉTUDIANTS

02. 13.2.1 / Modifications :

- » La disposition en projet prévoit, s'agissant de l'année académique 2021, la disposition suivante :
« Dans le contexte de la crise sanitaire provoquée par la Covid-19 et s'agissant des étudiants inscrits en fin de cycle d'études menant aux grades académiques de bachelier de type court, de master, d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur, de bachelier de spécialisation et de master de spécialisation,

l'établissement d'enseignement supérieur peut prolonger les stages et les évaluations du troisième quadrimestre de l'année académique 2020-2021 jusqu'au 31 janvier 2022.

La disposition visée à l'alinéa 1^{er} ne peut être utilisée par les établissements d'enseignement supérieur qu'en dernier recours. Celui-ci est motivé par l'impossibilité matérielle d'organiser les stages et les évaluations concernées, y compris à distance ».

02. 13.2.2 / Objectifs :

- » Le commentaire des articles précise que la modification envisagée a pour but de « *permettre, en dernier recours, la prolongation des stages et des évaluations du troisième quadrimestre jusqu'au 31 janvier 2022 pour les étudiants inscrits en fin de cycle d'études menant aux grades académiques de bachelier de type court, de master, d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur, de bachelier de spécialisation et de master de spécialisation* ».

02. 13.2.3 / Avis de l'ARES :

- » Dans son avis n° 2020-04 du 21 avril 2020 rendu sur le projet d'arrêté du Gouvernement de la Communauté française de pouvoirs spéciaux n°XX relatif à l'organisation de la fin de l'année académique 2019-2020, l'ARES avait suggéré une **disposition similaire**, du moins s'agissant de l'alinéa 1^{er} de la disposition en projet.
- » **Cela étant**, l'ARES s'interroge sur la formulation de l'alinéa 2 qui suppose un avis motivé : auprès de quelle instance ?
- » **De même**, l'ARES note que la disposition en projet ne prévoit pas de dispositions relatives à l'éventuelle *réinscription* des étudiant·e·s concerné·e·s. A cet égard, l'arrêté de pouvoirs spéciaux n° 31 relatif à l'organisation de l'année académique 2020-2021 prévoyait, en ses articles 2, 3 et 4, des modalités particulières s'agissant des possibilités d'inscription provisoire à régulariser pour le 15 février, de date limite de réinscription au 15 février et de date limite de paiement au 15 février.

L'ARES suggère donc que la disposition en projet soit complétée et réécrite comme suit :

« § 1^{er}. Dans le contexte de la crise sanitaire provoquée par la Covid-19 et s'agissant des étudiants inscrits en fin de cycle d'études menant aux grades académiques de bachelier de type court, de master, d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur, de bachelier de spécialisation et de master de spécialisation, l'établissement d'enseignement supérieur peut prolonger les stages et les évaluations du troisième quadrimestre de l'année académique 2020-2021 jusqu'au 31 janvier 2022.

La disposition visée à l'alinéa 1^{er} ne peut être utilisée par les établissements d'enseignement supérieur qu'en dernier recours. Celui-ci est motivé par l'impossibilité matérielle d'organiser les stages et les évaluations concernées, y compris à distance.

§ 2. Par dérogation à l'article 95, § 1^{er}, alinéa 4, du décret du 7 novembre 2013, l'inscription provisoire peut être régularisée jusqu'au 15 février 2021 au plus tard pour les étudiants concernés par l'application du paragraphe 1^{er}.

Par dérogation à l'article 101, alinéa 1^{er}, première phrase, du décret du 7 novembre 2013, lorsque la délibération du troisième quadrimestre de l'année académique 2019-2020 a lieu après le 30 novembre 2020, les étudiants visés par cette délibération sont autorisés à s'inscrire ou, le cas échéant, à se réinscrire aux études jusqu'au 15 février 2021 au plus tard.

Par dérogation à l'article 102, § 1er, alinéas 1er, dernière phrase, et 2 du décret du 7 novembre 2013, pour les étudiants concernés par l'application du paragraphe 1^{er}, la date limite du paiement de l'entièreté des droits d'inscription à l'année académique 2020-2021 est reportée au 15 février 2021 au plus tard ».

» **L'ARES propose d'émettre un avis positif sur l'article, moyennant la prise en compte des modifications formulées.**

02.14 / ENTRÉES EN VIGUEUR

L'article 49 en projet fixe les entrées en vigueur comme suit :

- » Le présent décret entre en vigueur à partir de l'année académique 2021-2022, sauf s'agissant :
 - » des articles 2, 3, 5 et 6 qui entrent en vigueur au 1^{er} septembre 2021,
 - » de l'article 8, 1^o, qui produit ses effets au 1^{er} janvier 2019,
 - » des articles 8, 2^o et 3^o, 15, et 16, 1^o à 6^o qui produisent leurs effets au 1^{er} janvier 2021,
 - » de l'article 16, 7^o, qui produit ses effets au 1^{er} août 2020,
 - » de l'article 22 qui produit ses effets au 19 septembre 2019.

- » Il en résulte que :
 - » Les mesures modifiant les articles du décret du 20 décembre 2001 concernant l'enseignement supérieur artistique entrent en vigueur à partir du 1^{er} septembre 2021 au lieu du 14 septembre 2021, à l'exception des articles 1^{er} et 4 qui entrent en vigueur le 14 septembre 2021,
 - » La mesure supprimant au sein de l'article 13 du décret Paysage l' « Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française (IEPSCF) de Braine-l'Alleud à 1420 Braine-l'Alleud » sort ses effets à partir du 1^{er} janvier 2019 ;
 - » Les mesures supprimant au sein de l'article 13 du décret Paysage les « Cours industriels et commerciaux à 7190 Ecaussinnes » et l' « Institut technique et agricole de la Province de Hainaut à 7060 Soignies » sortent leurs effets à partir du 1^{er} janvier 2020, de même que certaines mesures modifiant les annexes du décret ;
 - » La mesure insérant un nouveau mécanisme de calcul du financement dans le cas des étudiants en BAMA produit ses effets à partir du 19 septembre 2019.

- » **D'une part**, l'ARES remarque qu'il n'est pas prévu d'entrée en vigueur particulière s'agissant des articles 47 et 48. Il conviendrait de prévoir une entrée en vigueur rétroactive à l'année académique 2020-2021 vu les mécanismes qu'il prévoit.
- » **D'autre part**, s'agissant de la mesure insérant un nouveau mécanisme de calcul du financement dans le cas des étudiants en BAMA, il est prévu que celle-ci produise ses effets à partir du 19 septembre 2019, soit rétroactivement. L'ARES estime qu'une telle mesure ne peut produire des effets que pour l'avenir de sorte qu'elle doit entrer en vigueur en 2021-2022.
- » **L'ARES propose d'émettre un avis positif sur l'article, moyennant la prise en compte des remarques et propositions de modification susvisées.**

03. MODIFICATIONS RESTANTES À APPORTER À LA LÉGISLATION EN VIGUEUR

- » Un certain nombre de propositions de modifications proposées par l'ARES **ne sont pas contenues dans le texte en projet.**
- » La plupart d'entre elles ont été formulées ou rappelées à l'occasion de l'avis n° 2020-11 rendu par l'ARES le 26 mai 2020.
- » **Celles-ci demeurent, pourtant, indispensables pour le bon fonctionnement, à la fois des établissements d'enseignement supérieur, mais également de l'ARES.**
- » **C'est pourquoi l'ARES demande à ce que ces modifications soient intégrées au texte en projet.**

03.1 / DÉCRET DU 16 AVRIL 1991 ORGANISANT L'ENSEIGNEMENT DE PROMOTION SOCIALE

- » L'ARES remarque qu'il conviendrait de modifier l'article 6 du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale **pour y intégrer une référence à l'obligation scolaire, telle qu'elle existe dans l'enseignement obligatoire.**

L'article 6 du décret dispose actuellement ceci :

« Article 6. - Nul ne peut être admis comme élève régulier dans l'enseignement de promotion sociale aussi longtemps qu'il est soumis à l'obligation scolaire à temps plein.

Des dérogations peuvent toutefois être accordées par l'Exécutif pour des formations spécifiques ».

- » Il s'agirait donc de compléter l'article, 6, premier alinéa, comme suit : *« L'obligation scolaire est à temps plein jusqu'à l'âge de quinze ans et comporte au moins les deux premières années de l'enseignement secondaire de plein exercice. En aucun cas, l'obligation scolaire à temps plein ne se prolonge au-delà de seize ans ».*

03.2 / DÉCRET DU 19 MAI 2004 INSTITUANT UN FONDS D'AIDE À LA MOBILITÉ ÉTUDIANTE AU SEIN DE L'ESPACE EUROPÉEN DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

- » Il s'agit d'intégrer le Conseil Supérieur de la Mobilité (CSM) au sein de l'ARES. **Il s'agit d'une demande qui a déjà fait l'objet d'un avis formel de l'ARES le 15 mars 2016 (cfr. avis n° 2016-7).**

Cette intégration est essentielle en vue :

- » de faire perdurer la gestion opérationnelle efficace par l'AEF-Europe des différents programmes et actions de mobilité,
- » de favoriser plus de cohérence entre gestion opérationnelle et gestion stratégique,
- » de renforcer le (futur) Comité dans une approche interinstitutionnelle concertée.
- » Conformément à l'article 8 du décret, c'est au Gouvernement qu'il revenait de créer le Comité, ce que le Gouvernement a fait par l'entremise de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 juillet 2007¹⁶.

¹⁶ Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 juillet 2007 créant le Conseil supérieur de la mobilité étudiante, M.B., 30 août 2007.

- » Pourtant, l'analyse juridique fait apparaître qu'une telle modification ne saurait se satisfaire d'une simple modification de l'arrêté : en effet, il conviendrait de recourir à l'instrument décretal. Il est donc proposé, notamment pour tenir compte de l'avis donné par la Section législation du Conseil d'État relatif au projet d'arrêté du Gouvernement de la Communauté française « *créant le Conseil supérieur de la mobilité étudiante* », une modification de l'article 8 du décret du 19 mai 2004 instituant le Fonds d'aide à la mobilité étudiante (FAME). À l'occasion de cet avis, le Conseil d'État avait en effet fait remarquer que « *le fondement légal de l'arrêté en projet [était] fragile. D'une part, réglant une matière d'enseignement, il doit satisfaire à l'article 24, § 5, de la Constitution, qui requiert que les éléments essentiels de la réglementation soient établis par le législateur. D'autre part, la création d'un organisme doit satisfaire à l'article 9 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, en vertu duquel le décret doit régler "la création, la composition, la compétence, le fonctionnement et le contrôle" des organismes créés par la Communauté française* »¹⁷.
- » Cette modification préciserait que le Conseil supérieur de la mobilité est créé et **hébergé par l'ARES**. Il conviendrait évidemment, ensuite, de procéder aux modifications adéquates dans l'arrêté du 13 juillet 2007 créant le Conseil supérieur de la mobilité étudiante, pareille modification n'ayant pas vocation à se retrouver dans un décret fourre-tout.

L'article 8 du décret pourrait ainsi être modifié comme suit :

« Un Conseil supérieur de la mobilité étudiante est créé. Il est composé d'experts désignés par le Gouvernement, de représentants des organisations représentatives des étudiants et de représentants des différents types d'établissements d'enseignement supérieur.

Le Conseil supérieur de la mobilité étudiante est accueilli par l'ARES.

Le Gouvernement fixe l'organisation de ce Conseil.

Le Conseil peut donner, soit d'initiative soit à la demande du Gouvernement, son avis sur toute question relative à la mobilité des étudiants de l'enseignement supérieur.

Le Gouvernement peut confier la gestion de programmes de mobilité au Conseil supérieur de la mobilité.

Le Conseil supérieur de la mobilité publie un rapport d'activités annuel. ».

- » **Entrée en vigueur : année académique 2021-2022.**

03.3 / DÉCRET DU 7 NOVEMBRE 2013 DÉFINISSANT LE PAYSAGE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET L'ORGANISATION ACADÉMIQUE DES ÉTUDES

03.3.1 / ARTICLE 12 DU DÉCRET : CHANGEMENT DE DÉNOMINATION

- » Par décision du 29 mars 2021, le Conseil communal de la Ville de Liège a acté le changement de dénomination de « *l'École Supérieure des Arts de la Ville de Liège* », en « *Beaux-Arts de Liège - École Supérieure des Arts* » (acronyme « *BAL* »).
- » Il convient donc d'adapter en conséquence l'article 12 du décret, en remplaçant les mots « *12° L'École supérieure des Arts de la Ville de Liège;* » par les mots « *12° Beaux-Arts de Liège - École Supérieure des Arts* » de même que l'annexe III.3 du décret.

¹⁷ Section de législation du Conseil d'État, avis n°43.354/2 donné le 6 juillet 2007 sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Communauté française "créant le Conseil supérieur de la mobilité étudiante", *Doc. parl. Comm. fr.*, 2006-2007, p. 3.

03. 3.2 / ARTICLES 15, 37 ET 89 DU DÉCRET [COMBINÉS] : HABILITATION À ORGANISER UN MASTER DE SPÉCIALISATION

- » L'ARES a repéré au sein du décret une certaine **incohérence** s'agissant des règles entourant les habilitations à organiser des masters de spécialisation.
- » Selon la définition donnée par l'article 15, § 1^{er}, al. 1^{er}, 47° du décret, les masters de spécialisation ne pourraient être organisés **que par une université ou en codiplômation avec une université**. Ceci est toutefois contredit par l'article 89, al. 1^{er}, du même décret qui dispose que « *ces études sont nécessairement soit organisées par une université ou une École supérieure des Arts, soit coorganisées par plusieurs établissements dont au moins une université* ». Le flou est accentué par le fait que l'article 37, al. 2, 1° du décret cite explicitement les masters de spécialisation parmi les compétences exclusives de la Chambre des universités, sans qu'aucune mention n'y soit faite au littera 3°, s'agissant des compétences de la Chambre des Écoles supérieures des arts.

Il semble que ces incohérences soient le résultat d'une modification apportée à l'article 89 entre l'avant-projet de décret et le décret voté le 7 novembre 2013. En effet, l'avant-projet de décret ne permettait pas, à l'origine, aux écoles supérieures des Arts d'organiser des masters de spécialisation.

- » Afin de corriger ces apparentes contradictions, il conviendrait :
 - » de modifier l'article 15, § 1^{er}, al. 1^{er}, 47° de la manière suivante: « *Master de spécialisation : études menant à grade académique de master particulier (de niveau 7), délivré par une université [par une École supérieur des arts] ou en ~~codiplômation~~ [coorganisation] avec une université [ou une École supérieure des arts], sanctionnant des études spécifiques de deuxième cycle de 60 crédits au moins, complétant une formation préalable de master » ;*
 - » d'adapter l'article 37, al. 2, 3° de la manière suivante: « *3° la Chambre des Écoles supérieures des Arts, en charge des matières liées à la recherche artistique, aux études artistiques de premier et deuxième cycles (niveaux 6 et 7) [et de master de spécialisation]* »;
 - » de modifier l'article 89, al. 1^{er} de la manière suivante: « *L'habilitation à organiser des études de master de spécialisation n'est accordée qu'aux établissements habilités à conférer un grade académique de type long du même domaine. Ces études sont nécessairement soit organisées par une université ou une École supérieure des Arts, soit coorganisées par plusieurs établissements dont au moins une université [ou une École supérieure des arts]* ».
- » **Entrée en vigueur : année académique 2021-2022.**

03. 3.3 / ARTICLE 27 DU DÉCRET : DOTATION DE L'ARES POUR 2020

- » Dans son avis n° 2020-11, l'ARES a proposé de modifier l'article 27 du décret du 7 novembre 2013 (Paysage) et de le compléter comme suit :

« *Pour l'année 2020, un montant de 428.000 euros est ajouté au montant de la dotation calculée en vertu des alinéas précédents.*

A partir de l'année 2021, le montant de la dotation est obtenu en appliquant la formule suivante : montant définitif de la dotation de l'année précédant l'année budgétaire concernée x indice santé de janvier de l'année budgétaire concernée / indice santé de janvier de l'année budgétaire précédente ».
- » Il s'agit de modifier le montant de la dotation de l'ARES suite à un transfert de 150.000 euros pour le traitement de personnel en provenance de l'administration et travaillant à l'ARES ; 180.000 euros supplémentaires sont ajoutés à la dotation pour permettre le recrutement de personnel pour renforcer la Commission chargée de recevoir les plaintes des étudiants relatives à un refus d'inscription (CEPERI) ;

50.000 euros supplémentaires sont ajoutés afin de permettre à l'ARES de mettre en œuvre le programme d'échange Asem-Duo ; 48.000 euros supplémentaires sont ajoutés pour compenser les charges de l'augmentation de la prime de fin d'année décidée par le Gouvernement en 2018 et 2019.

Ces montants ont déjà été accordés à l'ARES par voie d'arrêté du Gouvernement de la Communauté française en 2018 et 2019, et sont prévus au budget 2020 de la Communauté française, la mesure ne présente donc **aucun impact budgétaire additionnel**. À partir de 2021, ces augmentations intègrent le montant de la dotation et, correspondant principalement à des coûts de personnel, sont indexés chaque année.

» **De manière plus précise :**

» *Transfert de la DO 11 (150.000 euro) :*

Les articles 154 à 157 du décret du 7 novembre 2013 prévoient le transfert à l'ARES du personnel et des moyens jusque-là affectés à différents organismes (l'Observatoire de l'enseignement supérieur, le CIUF, le CGHE et le CSESA) liés à l'enseignement supérieur. À partir de cette date, l'ARES en reprend toutes les missions, droits et obligations.

Toutefois, trois agents précédemment affectés à ces services au sein du Ministère ont refusé leur transfert au moment de la création de l'ARES.

Dès lors, dès 2017, un montant de 75.000 EUR a été transféré au départ de l'AB 11.04.01 de la DO 11 (rémunération du personnel du Ministère) en vue de compenser, sur une demi-année, le non-transfert à l'ARES de ces 3 membres du personnel. Les 75.000 EUR complémentaires (pour atteindre 150.000 EUR sur base annuelle, récurrent) ont été accordés à partir de 2018.

» *Secrétariat de la CEPERI (180.000 EUR) :*

L'article 97 du décret du 7 novembre 2013 détermine qu'une Commission chargée de recevoir les plaintes des étudiants relatives à un refus d'inscription est créée. Elle a le statut d'autorité administrative indépendante. Le même article 97 prévoit que « *celle-ci est accueillie par l'ARES qui en assure le support logistique et administratif; un ou plusieurs membres du personnel de l'ARES en assument le secrétariat* ».

En 2017, une évaluation du fonctionnement de la CEPERI a été menée, qui a abouti entre autres, à la conclusion que le renforcement du secrétariat de la Commission était nécessaire à son bon fonctionnement. Dans ce cadre, un montant de 60.000 EUR (pour 1/3 d'année) a été octroyé dès 2017 à l'ARES par arrêté du Gouvernement distinct, en vue de renforcer le secrétariat de la CEPERI en recrutant trois agents. Par la suite et dès 2018, ce montant a été octroyé en année pleine (180.000 EUR).

» *Augmentation prime de fin d'année (48.000 EUR) :*

Par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française du 17 octobre 2018 et du 27 mars 2019, le Gouvernement de la Communauté française a décidé d'augmenter en deux étapes successives la part fixe de l'allocation de fin d'année. Le surcout généré par cette mesure a été compensé pour l'ARES, par l'octroi d'une subvention spécifique en 2018 puis en 2019 dont le montant a varié proportionnellement à l'augmentation constatée du coût de la prime de fin d'année.

» *ASEM-DUO (50.000 EUR) :*

Dans le cadre de sa mission « *de promouvoir la visibilité internationale de l'enseignement supérieur en Communauté française et de coordonner les relations internationales des Pôles et établissements* », assignée à l'ARES par l'article 21, alinéa 1^{er}, 9^o du décret du 7 novembre 2013 précité, le Gouvernement a confié à l'institution la réalisation d'un appel à projet, « *ASEM-Duo* » en vue de favoriser les échanges entre chercheurs des universités de la Communauté française et des pays d'Asie du Sud-Est.

Dans ce cadre, un montant de 17.000 EUR a été versé à l'institution en 2017, montant porté à 50.000 EUR à partir de 2018. Ces montants sont intégralement consacrés au financement d'activités de recherche menée par des « paires » de chercheurs issus d'Asie et d'Europe.

» **Entrée en vigueur : 1^{er} janvier 2021.**

03. 3.4 / ARTICLE 39, ALINÉA 3 DU DÉCRET : SUPPLÉANCE DES MEMBRES D'UNE CHAMBRE THÉMATIQUE

» L'article 39, alinéa 3 du décret prévoit actuellement qu'« *un membre d'une Chambre thématique empêché peut s'y faire remplacer par un suppléant désigné selon les modalités de l'article 28* ».

» En pratique, **l'ARES relève que cette exigence pose problème**. En effet, le mode de désignation des membres du Conseil d'administration, tel que prévu à l'article 28 du décret, ne convient pas pour la désignation des *suppléants* des membres des Chambres.

» **En effet**, les membres du Conseil d'administration sont désignés par le Gouvernement, sur proposition :

- » De la majorité des Directeurs-Présidents, s'agissant des représentants des hautes écoles,
- » De la la majorité des Directeurs des Écoles supérieures des Arts, s'agissant des représentants des écoles supérieures des arts,
- » Du Conseil général, s'agissant des représentants de l'enseignement supérieur de promotion sociale,
- » Des organisations syndicales affiliées aux organisations syndicales représentées au Conseil national du Travail et qui affilient dans l'enseignement supérieur, s'agissant des représentants des membres du personnel ;
- » Des organisations représentatives communautaires, s'agissant des représentants des étudiants.

Ce mode de désignation n'est pas envisageable s'agissant des Chambres, chaque suppléant d'un membre effectif siégeant dans une Chambre devant pouvoir être proposé plus librement (par exemple, par la Haute école, l'école supérieure des arts, etc.).

» **Ensuite**, ce mode de désignation diffère du mode de désignation des effectifs siégeant au sein de chaque Chambre, ce qui n'est pas cohérent :

- » Conformément à l'article 39, alinéa 2 du décret, les représentants étudiants siégeant dans chaque Chambre sont proposés par les 6 représentants des étudiants siégeant au Conseil d'administration (*idem* s'agissant des représentants du personnel) ;
- » Conformément à l'article 39, alinéa 1^{er}, chaque université, chaque haute école et chaque école supérieure des arts envoie dans les Chambres respectives leur Recteur, leur Directeur-Président et leur Directeur.

» **Enfin**, le Gouvernement ne désigne aucun membre des Chambres.

» Il est donc proposé de remplacer les mots « *selon les modalités de l'article 28* » par les mots « *selon les mêmes modalités de désignation du membre empêché* ».

» **Entrée en vigueur : année académique 2021-2022.**

03. 3.5 / ARTICLE 42 DU DÉCRET : DURÉE DES COMMISSIONS CRÉÉES PAR LE CA ET LES CHAMBRES DE L'ARES

- » L'article 42 du décret prévoit actuellement que « *le Conseil d'administration de l'ARES et les Chambres thématiques peuvent constituer d'autres commissions en charge d'une question particulière et pour une durée limitée* ».
- » Il apparaît également dans la pratique que l'exigence d'une durée limitée n'est pas souhaitable, certaines commissions de l'ARES n'étant pas appelées, dans les faits, à ne plus se réunir après une certaine durée, compte tenu de la thématique qu'elles traitent (ex : les Commissions créées par la Chambres des hautes écoles et traitant de thématiques comme le paramédical, le social, le technique, etc.).
L'ARES propose donc de supprimer les mots « *et pour une durée limitée* ».
- » **Entrée en vigueur : année académique 2021-2022.**

03. 3.6 / ARTICLES 73 ET 112 DU DÉCRET [COMBINÉS] : ACCÈS AUX MASTERS DE SPÉCIALISATION

- » Suite à la mise en place du décret, l'accès aux masters de spécialisation a été **restreint aux titulaires d'un master 120**. Tous les candidats à l'admission à un master de spécialisation ne peuvent évidemment pas faire valoir une année au moins d'expérience professionnelle et/ou personnelle. Cette restriction est donc **très contraignante** pour les institutions. **L'ARES avait souhaité, à l'occasion des travaux sur le décret « Fourre-tout III », attirer l'attention du Gouvernement sur le fait que certaines situations sont, à cet égard, problématiques (cfr. les avis n° 2019-01 et 2019-13 rendus par l'ARES) :**
 - » les masters 60 en Communauté française pour lesquels **il n'existe pas de master 120** (Par exemple, le master en kinésithérapie et réadaptation) ;
 - » les **masters 60 en Communauté flamande**, ce qui pose notamment un problème dans le cadre de Masters de spécialisation coorganisées avec une université flamande (par exemple, le master de spécialisation en génie nucléaire);
 - » les **étudiants étrangers** ayant fait 4 années d'études dans leur pays (les réfugiés notamment).
- » Si les universités veulent que ces diplômés accèdent au master de spécialisation, il faut évidemment modifier le décret du 7 novembre 2013 par l'introduction d'une série d'exceptions à l'article 112 pour ce qui concerne ces situations problématiques.
- » Il est donc proposé de :
 - » modifier l'article 73, alinéa 1^{er} du décret comme suit :
« *Article 73. À l'issue d'une formation initiale sanctionnée par un grade académique de master ~~en 120 crédits au moins~~ ou de niveau équivalent [aux conditions fixées par les autorités académiques], des études de spécialisation de deuxième cycle peuvent conduire à un autre grade académique de master après la réussite, selon le programme d'études, d'au moins 60 crédits supplémentaires* ».
 - » modifier l'article 112 du décret (en s'inspirant de l'article 115 actuel qui traite de l'admission au 3^{ème} cycle), comme suit :
« *Article 112. [§ 1^{er}.] Aux conditions générales fixées par les autorités académiques, ont accès aux études de master de spécialisation les étudiants qui ~~satisfont aux conditions d'accès prévues à l'article 111 et sont porteurs : d'un titre, diplôme, grade ou certificat de deuxième cycle, en Communauté française ou extérieur à celle-ci, ou ont acquis des compétences valorisées par le jury pour au moins 300 crédits :~~
1° [Soit d'un diplôme de Master en Communauté française;*

2° Soit d'un grade académique similaire délivré par un établissement d'enseignement supérieur, en Communauté flamande, en Communauté germanophone ou par l'École Royale Militaire, en vertu d'une décision des autorités académiques et aux éventuelles conditions complémentaires qu'elles fixent ;

3° Soit d'un grade académique étranger reconnu équivalent à ceux mentionnés aux lettres 1 et 2 en application de ce décret, d'une directive européenne, d'une convention internationale ou d'une autre législation, aux mêmes conditions.

Les conditions complémentaires d'accès visées au 2° sont destinées à s'assurer que l'étudiant a acquis les matières et compétences requises pour les études visées. Lorsque ces conditions complémentaires d'accès consistent en un ou plusieurs enseignements supplémentaires, ceux-ci ne peuvent représenter pour l'étudiant plus de 60 crédits supplémentaires, compte tenu de l'ensemble des crédits qu'il peut par ailleurs valoriser lors de son admission. Ces enseignements font partie de son programme d'études.

§ 2. Aux conditions générales fixées par les autorités académiques, l'étudiant porteur d'un titre, diplôme, grade ou certificat de deuxième cycle, en Communauté française ou extérieur à celle-ci, qui ne lui donne pas accès aux études de master de spécialisation en vertu du paragraphe précédent peut toutefois y être admis par le jury des études visées, aux conditions complémentaires qu'il fixe, si l'ensemble des études supérieures qu'il a suivies et /ou les compétences qu'il a acquises sont valorisés par le jury pour au moins 240 crédits.

§3. Par dérogation à ces conditions générales, aux conditions complémentaires qu'elles fixent, les autorités académiques peuvent également admettre aux études de master de spécialisation les porteurs d'un titre, diplôme, grade ou certificat délivré hors Communauté française qui, dans ce système d'origine, donne directement accès aux études de 3^{ème} cycle, même si les études sanctionnées par ces grades n'y sont pas organisées en cycles distincts ou en cinq années au moins] ».

» **Entrée en vigueur : année académique 2021-2022.**

03. 3.7 / ARTICLE 77 DU DÉCRET : NOTE ABSORBANTE

» L'article 77 du décret est actuellement libellé comme suit :

« Article 77. - Chaque unité d'enseignement au sein d'un programme d'études comprend une ou plusieurs activités d'apprentissage. Une unité se caractérise par les éléments suivants :

[...]

11° le mode d'évaluation et, s'il échet, la pondération relative des diverses activités d'apprentissage;

[...]

Au sein d'un programme d'études, l'évaluation d'une unité d'enseignement peut faire l'objet d'une pondération à des fins de délibération par le jury lors du calcul de la moyenne. Cette pondération est également indiquée. A défaut, l'évaluation de chaque unité d'enseignement y intervient pour un poids égal.

Cette description des unités d'enseignement ne peut être modifiée durant l'année académique sur laquelle elle porte, sauf cas de force majeure touchant les enseignants responsables ».

» L'avant-projet de décret modifiant le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études prévoit, en son article 2, une modification de l'article 77 du même décret, comme suit :

- » À l'alinéa 1er, 11°, les mots « *la pondération relative* » sont remplacés par les mots « *la méthode de calcul de l'évaluation* » ;
- » L'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit : « *Au sein d'un programme d'études, lorsqu'une unité d'enseignement est composée de plusieurs activités d'apprentissage donnant lieu à des évaluations distinctes, les titulaires de chaque activité d'apprentissage décident collégalement de la méthode de calcul correspondant à l'évaluation finale de cette unité. Cette information est communiquée au jury et inscrite dans la fiche des activités d'apprentissage composant l'unité d'enseignement* ».
- » La disposition en projet « *permet aux différents titulaires d'activités d'apprentissage au sein d'une unité d'enseignement de préciser la méthode de calcul de l'évaluation et plus uniquement la « pondération ».* Il ne s'agit ni d'imposer ni d'exclure aucune méthode déterminée de calcul de la note correspondant à l'évaluation finale d'une unité d'enseignement, lorsque cette unité d'enseignement, divisée ou non en activités d'apprentissage distinctes, donne lieu à deux ou plusieurs évaluations. De cette façon, la disposition garantit la sécurité notamment de la pratique de la note absorbante. La technique de la note absorbante est le fait de permettre d'inscrire une unité d'enseignement en échec lorsque la note à l'évaluation d'une activité d'apprentissage qui compose l'UE est inférieure à 10/20 et ce, indépendamment du fait qu'un calcul de moyenne, pondéré ou non, des différentes évaluations soit supérieur à 10/20 ».
- » **L'ARES demande à ce que la disposition en projet soit d'ores et déjà intégrée dans le présent projet de décret afin que la disposition entre en vigueur dès la prochaine année académique.**

03. 3.8 / ARTICLE 79 DU DÉCRET : ÉPREUVES DE FIN DE QUADRIMESTRE

- » Concernant le mécanisme de **quadrimestrialisation**, l'ARES avait suggéré, à l'occasion de son avis n° 2018-01 rendu d'initiative et dans le cadre des travaux sur le décret « Fourre-tout III » (cfr. avis n° 2018-13), de modifier l'article 79, § 1^{er}, al. 2 en ce qu'il impose (lorsque, pour des raisons motivées, certaines unités d'enseignement se répartissent sur les deux premiers quadrimestres) que soit obligatoirement organisée une évaluation partielle à la fin du premier quadrimestre.
- » Un certain nombre d'inconvénients avaient été pointés : **émiettement** des matières, **multiplication** des matières à évaluer, **allongement** des sessions d'examens, des délibérations, etc. Elle a donc plaidé pour que l'article laisse davantage de **souplesse** et **d'autonomie** aux jurys quant à l'opportunité de l'organisation d'évaluations durant la première période d'évaluation de janvier pour les unités d'enseignement qui s'étalent sur deux quadrimestres.

L'article 79, § 1^{er}, alinéa 2 pourrait donc être modifié comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, pour des raisons pédagogiques motivées, certaines unités d'enseignement de premier cycle peuvent se répartir sur les deux premiers quadrimestres de l'année académique ; dans ce cas, une évaluation partielle est [peut être] organisée en fin de premier quadrimestre, sous réserve du respect des dispositions de l'article 150, § 1^{er} ».

- » **Entrée en vigueur : année académique 2021-2022.**

03. 3.9 / ARTICLE 84 DU DÉCRET : MINIMUM DE 60 CRÉDITS POUR CONFÉRER UN GRADE

- » L'article 84 actuel du décret, tel que modifié récemment par le décret « Fourre-tout III »¹⁸, est libellé comme suit :

« Aucun grade académique ne peut être conféré par un établissement d'enseignement supérieur à un étudiant qui n'aurait pas suivi effectivement au minimum 60 crédits du programme correspondant et qui n'y aurait pas été régulièrement inscrit aux études menant à ce grade.

Par exception à l'alinéa précédent, le porteur d'un grade de master en 120 crédits peut se voir conférer le grade académique correspondant à une autre finalité de ce même grade de master après réussite des crédits supplémentaires spécifiques à cette finalité. De même, le grade d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur peut être délivré aux étudiants régulièrement inscrits à ces études et qui ont satisfait aux épreuves du programme d'études correspondant.

Par exception au à l'alinéa 1^{er} et pour des raisons motivées, le grade académique de brevet de l'enseignement supérieur, de bachelier de spécialisation ou de master de spécialisation peut être conféré par un établissement d'enseignement supérieur à un étudiant qui n'aurait suivi effectivement que 30 crédits du programme correspondant au moins et qui aurait été régulièrement inscrit aux études menant à ce grade pendant une année académique au moins ».

- » **L'ARES avait proposé, à l'occasion des travaux du décret « Fourre-tout III » (cfr. avis n° 2018-13), d'intégrer le master 60 dans la liste des exceptions**, à savoir le brevet de l'enseignement supérieur, le bachelier de spécialisation et le master de spécialisation, grades pour lesquels le minimum de crédits à suivre effectivement est fixé à 30 dès lors que ne pas introduire le master 60 dans cette liste revient à rendre *de facto* la valorisation de crédits à l'admission impossible pour les candidats détenteurs de ce diplôme.

De plus, dans le cadre de la réforme de la formation initiale des enseignants, le maintien de la disposition telle que libellée actuellement poserait également question.

Il est dès lors proposé de modifier l'alinéa 3 de l'article, comme suit :

« Par exception à l'alinéa 1^{er} et pour des raisons motivées, le grade académique de brevet de l'enseignement supérieur, de bachelier de spécialisation ~~ou de master de spécialisation~~ [, de master en 60 crédits ou de master de spécialisation] peuvent être conférés par un établissement d'enseignement supérieur à un étudiant qui n'aurait suivi effectivement que 30 crédits du programme correspondant au moins et qui aurait été régulièrement inscrit aux études menant à ce grade pendant une année académique au moins ».

- » **Entrée en vigueur : année académique 2021-2022.**

03. 3.10 / ARTICLE 96 DU DÉCRET: NOTIFICATION PAR VOIE ÉLECTRONIQUE ET CAPACITÉ D'ACCUEIL EN ECOLE SUPÉRIEURE DES ARTS

03. 3.10.1 / Notification par voie électronique

- » L'article 96, § 1^{er}, alinéa 2, tel que modifié par le décret « Fourre-tout III »¹⁹, dispose actuellement ceci :

¹⁸ Décret du 3 mai 2019 précité, art. 9.

¹⁹ Décret du 3 mai 2019 précité, art. 13, a), 2).

« La décision du refus d'inscription doit être notifiée à l'étudiant par pli recommandé, contre reçu ou par courriel à l'adresse électronique fournie par l'étudiant au plus tard 15 jours après réception de sa demande finale d'inscription effective ».

- » **Lors de la précédente modification du décret, l'ARES avait demandé à l'occasion de son avis n° 2018-13**, pour d'évidentes **raisons pratiques et de sécurité juridique**, que l'adresse électronique utilisée par l'établissement soit, en cas de réinscription, celle fournie par ce dernier et non l'adresse personnelle de l'étudiant – susceptible de changer fréquemment et pour laquelle le suivi des courriels est évidemment bien plus compliqué.

Il est donc proposé de réécrire l'alinéa 2 actuel de l'article 96 :

« Au plus tard 15 jours après réception de sa demande finale d'inscription effective, la décision du refus d'inscription doit être notifiée à l'étudiant par lettre recommandée, contre reçu ou par courriel, à l'adresse électronique fournie par l'étudiant ou, en cas de réinscription, à celle fournie par l'établissement ».

- » **Entrée en vigueur : année académique 2021-2022.**

03. 3.10.2 / Capacité d'accueil dans les Écoles supérieures des Arts

- » Afin de pouvoir continuer à appliquer la disposition prévue par l'article 38 § 2, 5° du décret du 20 décembre 2001, il conviendrait de modifier l'article 96, § 1^{er} du décret Paysage.

En effet, en l'état, l'article 38, § 2 du décret du 20 décembre 2001 dispose ceci :

« § 2. Toutefois, par décision formellement motivée, le Pouvoir organisateur, sur avis du Conseil de gestion pédagogique, peut refuser l'inscription d'un étudiant :

1° lorsque cet étudiant a fait l'objet, dans la même École supérieure des Arts, au cours de l'année académique précédente, d'une exclusion définitive;

2° lorsque cet étudiant demande son inscription à un programme de cours qui ne donne pas lieu à financement par la Communauté française;

3° lorsque cet étudiant ne remplit pas les conditions fixées par le règlement des études de l'École supérieure des Arts ;

4° lorsque cet étudiant n'est pas finançable;

5° lorsque les capacités d'accueil au deuxième cycle de l'École Supérieure des Arts ne le permet pas, dans le respect des dispositions de l'article 38bis ».

De son côté, l'article 96, § 1^{er} du décret Paysage dispose ceci :

« § 1^{er}. Par décision motivée et selon une procédure prévue au règlement des études, les autorités de l'établissement d'enseignement supérieur :

1° refusent l'inscription d'un étudiant qui a fait l'objet, dans les trois années académiques précédentes, soit d'une mesure d'exclusion d'un établissement d'enseignement supérieur pour des raisons de fraude à l'inscription ou de fraude aux évaluations, soit d'une décision de refus d'inscription prononcée par l'ARES dans le cadre d'une inscription à une épreuve ou à un examen d'admission organisé par l'ARES ;

2° peuvent refuser l'inscription d'un étudiant lorsque la demande d'inscription vise des études qui ne donnent pas lieu à un financement;

3° peuvent refuser l'inscription d'un étudiant lorsque cet étudiant n'est pas finançable;

4° peuvent refuser l'inscription d'un étudiant qui a fait l'objet dans les trois années académiques précédentes d'une mesure d'exclusion d'un établissement d'enseignement supérieur pour faute grave.

La décision du refus d'inscription doit être notifiée à l'étudiant par pli recommandé, contre reçu ou par courriel à l'adresse électronique fournie par l'étudiant au plus tard 15 jours après réception de sa demande finale d'inscription effective.

La notification du refus d'inscription doit indiquer les modalités d'exercice des droits de recours ».

- » Afin de maintenir la **validité de la mesure** prévue à l'article 38, § 2, 5° du décret du 20 décembre 2001 en termes d'organisation et pour des raisons de sécurité juridique, il est proposé d'insérer au sein de l'article 96, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, un littéra 5° nouveau, libellé comme suit :
« 5° peuvent refuser l'inscription d'un étudiant lorsque les capacités d'accueil au deuxième cycle d'une École Supérieure des Arts ne le permettent pas, dans le respect des dispositions des articles 38 et 38bis du décret du 20 décembre 2001 ».

03. 3.11 / ARTICLE 102, § 1^{ER}, AL. 2 NOUVEAU : CARTE D'ÉTUDIANT

- » **Actuellement**, aucune disposition décrétole ou réglementaire ne requiert de l'établissement d'enseignement supérieur qu'il fournisse à tout-e étudiant-e une carte d'étudiant. Bien entendu, dans la pratique, la plupart des établissements en fournissent une à chaque étudiant-e régulièrement inscrit-e, mais il ne s'agit pas d'une pratique généralisée. De plus, d'un établissement à l'autre, le « format » de la carte diffère largement, notamment quant à la présence, sur le document, d'une photo permettant d'identifier clairement l'étudiant-e.
- » Pourtant, il est clair qu'il s'agit d'un **élément essentiel** :
 - » Tout d'abord et de manière fondamentale, la carte d'étudiant permet d'attacher l'étudiant-e à la communauté étudiante de l'établissement. Elle lui permet de revendiquer son **appartenance** à l'établissement, pour une année académique envisagée, et lui offre la possibilité, notamment, de pouvoir bénéficier de promotions, réductions – on pense immédiatement, aux activités extra-académiques, les cinémas, les théâtres, etc. –, de pouvoir accéder aux bibliothèques, mais aussi de pouvoir participer à certaines **activités intra-académiques** – les bals, qu'ils soient des « bleus » ou des « busés », les soirées étudiantes, les activités des cercles, etc.
 - » Ensuite, et sans doute de manière moins réjouissante, elle assure la **sécurité publique** de toutes et tous sur le campus, que ce soit des étudiant-e-s, du personnel académique, administratif, et plus généralement, de toute personne invitée à se trouver sur le campus. La carte d'étudiant permet effectivement l'authentification précise de l'étudiant-e à chaque fois qu'il est en présence sur le campus, notamment lorsqu'il s'agit de se rendre à divers laboratoires, travaux dirigés ou travaux pratiques à l'occasion desquels il est fréquent – surtout dans les domaines des sciences (physique, chimie, biologie), des sciences médicales, vétérinaires, dentaires, biomédicales, pharmaceutiques, agronomiques, etc. – que les étudiant-e-s présent-e-s soient amené-e-s à manipuler des produits chimiques pouvant se révéler dangereux pour toute la communauté. Les risques d'attentats sont réels et les événements du 22 mars 2016 restent dans toutes les mémoires. À cette époque, on se souvient que de nombreux campus avaient évacué leurs étudiant-e-s, tant le risque était élevé. L'obligation, pour tout-e étudiant-e d'être en possession de sa carte d'étudiant – et son corollaire, l'obligation de l'établissement d'en fournir une – sans réduire le risque à néant, permet aux autorités de l'établissement de contrôler qu'aucune personne extérieure à l'établissement soit présente sur le campus afin d'y commettre des faits pouvant être qualifiés terroristes²⁰.
 - » Enfin, au-delà des aspects essentiels de sécurité publique, la carte d'étudiant permet le **contrôle** de l'identité de l'étudiant-e à certains moments de la vie académique et, notamment, lors des

²⁰ Voy. à cet égard, C. pén., art. 137 et s.

évaluations. Il faut permettre aux établissements de s'assurer que l'étudiant·e qui s'apprête à présenter l'évaluation – écrite, orale, artistique – est bien celui ou celle qu'il ou elle prétend être.

- » Les établissements ne sont pas légalement habilités à demander aux étudiant·e·s de prouver leur identité au moyen de leur carte d'identité ; c'est évidemment un élément qui doit perdurer. Par contre, ils devraient être en mesure de demander aux étudiant·e·s, à l'occasion des divers événements énumérés ci-dessus, de présenter leur carte d'identité académique, soit la carte d'étudiant. Ceci explique que la fourniture d'une carte d'étudiant soit rendue **obligatoire et généralisée**. Il convient également, pour assurer une authentification précise et adéquate, que, sur la carte d'étudiant, figurent *a minima* une **photo couleur inaltérable** rendant reconnaissable l'étudiant·e en cause, en plus de la mention éventuelle de son numéro d'étudiant et du logo de l'établissement. Il s'agit du seul et unique moyen d'assurer un contrôle de l'identité. Cette photo serait, soit fournie par l'étudiant·e, soit prise par l'établissement au moment de la confection de la carte d'étudiant.
- » La mesure envisagée respecte l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme, lequel impose que « *toute personne a droit au respect de sa vie privée et familiale, de son domicile et de sa correspondance* », étant entendu que l'ingérence induite par la mesure est « *prévues par la loi* » et « *constitue une mesure qui, dans une société démocratique, est nécessaire* », notamment, « *à la sécurité nationale* » et « *à la sûreté publique* »²¹. Les motifs évoqués plus haut suffisent à démontrer la nécessité de la mesure. En outre, il ne paraît pas disproportionné de requérir de l'étudiant·e qu'il ou elle fournisse une photo d'identité ou qu'il ou elle accepte qu'une photo d'identité soit prise par l'établissement dans le but de confectionner la carte d'étudiant. À cet égard, chaque établissement est responsable quant au traitement des données (à savoir, les photos des étudiant·e·s) et assure la protection de ces données.
- » L'article du décret Paysage qui paraît être le plus pertinent pour insérer la mesure est l'article 102. En effet, le premier alinéa de l'article dispose ceci :

« Pour qu'une inscription puisse être prise en considération, l'étudiant est tenu d'avoir fourni les documents justifiant son admissibilité conformément à la procédure et au calendrier d'admission, ainsi que ceux éventuellement nécessaires pour apporter la preuve de l'authenticité des documents fournis, et d'avoir apuré toutes ses dettes à l'égard de tout établissement d'enseignement supérieur en Communauté française le jour de son inscription et d'avoir payé un acompte de 50 euros. L'étudiant ainsi inscrit reçoit de l'établissement tous les documents attestant son inscription dans les quinze jours ainsi que les modalités d'intervention financière via les services à leur disposition dans l'établissement. Si, à la date du 31 octobre, l'étudiant n'a pas payé l'acompte de 50 euros, l'établissement notifie à l'étudiant que son inscription ne peut pas être prise en compte ».

Il est donc proposé d'ajouter un nouvel alinéa à la suite de l'alinéa 1^{er}, libellé comme suit :

« L'étudiant inscrit conformément à l'alinéa précédent reçoit également de l'établissement, pour l'année académique en cours, une carte d'étudiant personnelle sur laquelle figurent au minimum une photo d'identité couleur inaltérable fournie soit par l'étudiant soit par l'établissement, le numéro d'étudiant et la mention de l'établissement. Cette carte d'étudiant permet à l'établissement d'identifier l'étudiant, notamment lors des activités d'apprentissage, travaux pratiques et évaluations ainsi que lors des activités sportives et culturelles organisées par l'établissement ».

L'un point de vue légistique, étant donné qu'un nouvel alinéa est inséré, il convient de modifier certaines parties de l'article 102 afin d'assurer la cohérence actuelle de la disposition, à savoir : à l'article 102, § 1^{er}, alinéa 3, remplacer les mots « *l'alinéa 2* » par les mots « *alinéa 3* » ; à l'article 102, § 1^{er}, alinéa 5,

²¹ Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, signée à Rome le 4 novembre 1950 et Protocole additionnel, signé à Paris le 20 mars 1952, approuvés par la loi du 13 mai 1955, *M.B.*, 19 août 1955, art. 8.1 et 8.2.

remplacer les mots « *aux alinéas 1 et 2* » par les mots « *aux alinéas 1 et 3* » et à l'article 102, § 2, alinéa 1^{er}, remplacer les mots « *alinéas 2 et 3* » par les mots « *alinéas 3 et 4* ».

» **Entrée en vigueur : année académique 2021-2022.**

03. 3.12 / ARTICLE 107, AL. 6 ET 7 DU DÉCRET : JEUNES TALENTS

» La problématique des « *jeunes talents* » dans les écoles supérieures des Arts qui organisent le domaine de la musique est très particulière. Elle ne rentre pas en tant que telle exactement dans les concepts du décret Paysage (comme les articles 67 ou 68/1 du décret).

Néanmoins, sur la base de l'article 107 du décret, l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 septembre 2015 relatif aux jeunes talents dans les Écoles supérieures des Arts organisées ou subventionnées par la Communauté française a été adopté, notamment pour corriger l'oubli des jeunes talents dans la 1^{ère} version du décret. **Cet arrêté fixe, en son article 4, un plafond d'acquisition de 40 crédits d'unités d'enseignement par an**, lesquelles peuvent – si elles sont réussies – « *être validées lorsqu'il aura satisfait aux conditions fixées par l'article 107, alinéa 1^{er}, du décret du 7 novembre 2013 précité et sera inscrit dans une École supérieure des Arts* ».

» La latitude laissée aux jeunes talents (eu égard à leurs contraintes dans l'enseignement secondaire) de suivre des activités d'apprentissage sans suivre la totalité d'une unité d'enseignement a pour conséquence que la validation de celle-ci peut aussi intervenir ultérieurement à la première inscription régulière *post* CESS. Pour l'ensemble des programmes, il faudrait donc supprimer les contraintes liées aux programmes annuels dans l'ensemble des niveaux (par exemple les crédits de piano en Master doivent pouvoir être suivis par un étudiant inscrit en début de bachelier ou en poursuite de cursus).

» Il conviendrait, à tout le moins, d'introduire la notion de « jeunes talents », telle que reprise dans l'arrêté précité, au sein de l'article 107. Actuellement, les alinéas 6 et 7 de l'article 107 sont libellés comme suit : « *Aux conditions fixées par le Gouvernement, les établissements organisant des études relevant du domaine de la musique peuvent accueillir des étudiants qui ne remplissent pas les conditions d'accès visées à l'alinéa 1^{er}, pour autant que ces étudiants soient inscrits dans un établissement d'enseignement obligatoire ou dans l'enseignement à domicile et qu'ils aient réussi l'épreuve d'admission.*

Le Gouvernement peut fixer des conditions complémentaires d'accès pour les étudiants visés à l'alinéa précédent ».

Il est donc proposé de remplacer l'alinéa 7 de l'article par un alinéa 7 nouveau, rédigé comme suit : « *Le Gouvernement peut fixer des conditions complémentaires d'accès et d'établissement du programme d'études des étudiants visés à l'alinéa précédent* ».

03. 3.13 / ARTICLE 111, § 3 DU DÉCRET : TOILETTAGE LÉGISTIQUE

» L'ARES relève une certaine **incohérence** au sein de l'article 111, § 3 du décret, lequel précise actuellement que, « *par dérogation, les étudiants visés à l'article 100, § 2, 3^o et 4^o ont également accès aux études de 2^{ème} cycle* ». Il se trouve que, depuis l'adoption du décret du 3 mai 2019 dit « Fourre-tout III », les 3^o et 4^o de l'article 100, § 2 n'existent plus²². Les lettres 3^o et 4^o ont été modifiés et intégrés dans deux paragraphes distincts, respectivement 6 et 7 de l'article 100.

²² Décret du 3 mai 2019 précité, art. 16.

- » Afin d'assurer la cohérence du texte, il convient de privilégier la formulation suivante : « *par dérogation, les étudiants visés à l'article 100, § 6 et § 7 ont également accès aux études de 2^{ème} cycle* ».
-